

# *l'ena*

*hors les murs*

Magazine des Anciens Élèves de L'ENA

[www.aaeena.fr](http://www.aaeena.fr)



dossier

## Le monde face à la crise

« C'est que nous avons, à la vérité, renversé toutes les tyrannies, sauf une seule, la plus dure : la tyrannie des préjugés »

Charles Benoist – 1893.



Le chant de la pluie  
Bronze  
Sophie Cavalié  
140 bd Saint Germain  
75006 Paris



**ena**  
hors les murs

226, boulevard Saint-Germain – 75007 Paris  
Tél. : 01 45 44 49 50 – Fax : 01 45 44 02 12  
site : <http://www.aaeena.fr>  
Mél : [bdrome@aaeena.fr](mailto:bdrome@aaeena.fr)

Directeur de la publication : Arnaud Teyssier

Directeur de la rédaction :  
Karim Émile Bitar

Directeur adjoint de la rédaction :  
Jean-Christophe Gracia

Conseiller de la rédaction :  
François Broche

Secrétaire de rédaction :  
Bénédictine Derome

Comité de rédaction : Isabelle Antoine,  
Jean-Denis d'Argenson, Didier Bellier-Ganière,  
Alain Cabanel, Jean-Marc Châtaigner, Robert Chelle,  
Laurens Delpech, Emmanuel Droz, Bernard Dujardin,  
Stephan Geifes, Isabelle Gougenheim, Françoise Klein,  
Pierre-Alexandre Miquel, Arnaud Roffignon,  
Jean-Charles Savignac, Didier Serrat, Maxime Tandonnet,  
Laurence Toussaint, Denis Vilain.

Conseil d'administration de l'association  
des anciens élèves de l'école nationale  
d'administration :

Bureau  
Président : Arnaud Teyssier

Vice-présidents : Pierre Dasté,  
Odile Pierart, Jean-François Verdier

Secrétaire général : Christine Demesse

Secrétaires généraux adjoints :  
Sébastien Daziano, Arnaud Geslin

Trésorier : Véronique Bied-Charretton

Trésorier adjoint : Jean-Christophe Gracia

MEMBRES DU CONSEIL

Didier Bellier-Ganière, Béatrice Buguet, Jean  
Daubigny, Jean-Yves Delaune, Fabrice Dubreuil,  
Francis Etienne, Arnaud Geslin, Edmond  
Honorat, Régis de Larouillière, Olivier Martel,  
Myriem Mazodier, Jeanne Penaud,  
Antoine Pitti-Ferrandi, Nicolas Polge,  
Charles-Henri Roulleaux-Dugage,  
Isabelle Saurat, Benoît Talclét,  
Bénédictine Thiard, Christophe Vanhove.

Publicité : MAZARINE  
Tél. : 01 58 05 49 17 – Fax : 01 58 05 49 03

Directeur : Paul Emmanuel Reiffers

Annonces et publicités : Yvan Gugliemetti

Mise en page, fabrication : Olivier Sauvestre

Conception maquette et Direction artistique :

Bruno Ricci – [bruno@bruno-r.com](mailto:bruno@bruno-r.com)

Compogravure, impression et brochage :

Imprimerie des Deux-Ponts

Dépôt légal : 36914

© 2003 L'ENA Hors les murs

N° de commission paritaire :

0409 G84728/ISSN 1956-922X

Prix : 5,00 €

Si vous désirez vous abonner à L'ENA Hors les murs,  
voir les bulletins d'abonnement pages 9, 22, 55, 63, 85

Abonnement normal : 52,00 €

Anciens élèves : 35,00 €

Étranger : 85,00 €

dossier

## Dossier : Le monde face à la crise

- |    |   |                                    |
|----|---|------------------------------------|
| 2  | Le monde face à la crise  | Karim Émile Bitar                  |
| 4  | Une trentaine de points de vue divers et quelques raisons d'espérer     | Didier Serrat                      |
| 6  | Le rôle du ministre de la Relance                                       | Patrick Devedjian                  |
| 8  | Face à la crise, le retour du politique                                 | Jean-Pierre Chevènement            |
| 10 | Protectionnisme et démocratie   | Emmanuel Todd                      |
| 15 | Les avantages d'un protectionnisme européen                             | Hakim El Karoui                    |
| 18 | La faute des « économistes »  | Jean-Luc Gréau                     |
| 19 | Keynes et Freud : comment les pulsions prennent le pas sur l'homme      | Bernard Maris                      |
| 21 | Le système financier à la croisée des chemins                           | Michel Pébereau                    |
| 23 | Faut-il incriminer le libéralisme ?                                     | Pascal Salin                       |
| 25 | L'OMC face à la crise   | Pascal Lamy                        |
| 28 | Le point de vue d'un économiste conservateur américain                  | Peter Schiff                       |
| 32 | La crise financière en cache une autre                                  | Ambroise Laurent                   |
| 34 | Les enjeux historiques de la crise                                      | Paul Jorion                        |
| 37 | Crise financière, crise écologique                                      | Jean-Paul Fitoussi et Eloi Laurent |
| 39 | La crise, l'énergie et le développement durable                         | Didier Houssin                     |
| 41 | La crise, éruption géopolitique   | Philippe Moreau-Defarges           |
| 43 | Les conséquences de la crise sur l'Union européenne                     | Jean-Dominique Giuliani            |
| 45 | La crise économique, quel impact en Russie ?                            | Laure Delcour                      |
| 47 | La crise vue par le Japon, deuxième puissance économique mondiale       | Philippe Faure                     |
| 49 | Comment la crise mondiale a-t-elle impacté le monde arabe ?             | Samir Aita                         |
| 51 | Les pays du Golfe face à la crise : retour à la réalité et opportunités | Fadi Halout                        |
| 53 | L'Afrique sub-saharienne face à la crise internationale                 | Mario de Zamaróczy                 |
| 54 | La crise vue par les syndicats, le regard de la CGT                     | Bernard Thibault                   |
| 56 | Comment la crise ébranle l'Entreprise                                   | Clara Gaymard                      |
| 57 | La fin des « hedge funds » ?  | Bernard Marois                     |
| 60 | Les « hedge funds » ont-ils touché le fond ?                            | Géraud Dambrine                    |
| 64 | La France et les fonds souverains                                       | Augustin de Romanet                |

- |    |  |                      |
|----|--|----------------------|
| 66 | Immobilier : changer de perspective                      | Christian de Gournay |
| 68 | Adoma, des solutions de logements adaptés aux précarités | Pierre Mirabaud      |

## Service public

- |    |   |                       |
|----|---|-----------------------|
| 69 | Du nouveau pour les retraites de la fonction publique | Jean-Charles Savignac |
|----|---|-----------------------|

## enaassociation

- |    |   |
|----|---|
| 72 | Procès verbal du conseil d'administration du 17 novembre 2008 |
| 74 | Rencontre avec des hommes remarquables                        |
| 75 | Club Ena  |
| 76 | Hommage à Jean-Baptiste Gillet                                |
| 77 | Hommage à Jacques Gasseau                                     |
| 78 | Vie de la Confédération                                       |
| 79 | Vie de l'École  |
| 81 | Les échos du comité d'histoire de l'Ena                       |
| 83 | Carnets   |

## Temps libre

- |    |                                |  |
|----|--------------------------------|--|
| 86 | Mélomanie                      | Arnaud Roffignon et Christophe Jouannard |
| 90 | Éphéméride                     | Nicolas Mietton                          |
| 91 | Trois questions à Paul Bernard | Robert Chelle                            |

## Opinions

- |    |                                |                 |
|----|--------------------------------|-----------------|
| 93 | Courrier des lecteurs          |                 |
| 94 | Les éclaireurs : Jacques Ellul | François Broche |

Prochain dossier : Le journalisme face à Internet



# Le monde face à la crise

Par **Karim Emile Bitar**  
*Cyrano de Bergerac 1999*  
 Directeur de la rédaction

*« Ils ne mouraient pas tous,  
 mais tous étaient frappés. »*

**Jean de la Fontaine,**  
*Les animaux malades de la peste*

Plusieurs dizaines d'ouvrages consacrés à la crise économique systémique qui frappe actuellement le monde sont parus au cours des six derniers mois. Nombre de ces ouvrages sont d'une qualité remarquable et ont réussi à décrire avec minutie les origines de la crise, ses causes profondes et ses ramifications. Pour autant, dès lors qu'il s'agit d'offrir des pistes de solutions ou des perspectives pour une sortie de crise, ces livres ne nous sont plus d'une grande utilité. Non pas qu'ils manquent d'idées originales ou de propositions étayées, mais tout simplement parce que les pistes et solutions proposées à ce jour demeurent tributaires des vieux réflexes, des écoles économiques, des courants de pensée traditionnels et que l'on ne parvient pas encore à transcender le vieux clivage qui oppose d'un côté, les partisans d'un État fort et d'une régulation des marchés, et de l'autre, les libéraux qui demeurent envers et contre

tout persuadés qu'il ne faut pas incriminer la dérégulation des trente dernières années, et que les interventions gouvernementales ne feront qu'aggraver la crise. On pense au président américain Harry Truman qui sollicita les conseils de plusieurs économistes et dut les entendre exposer leurs arguments en rappelant à chaque fois, devant un président exaspéré, les avantages et les inconvénients de chaque solution proposée. Truman finit par taper du poing sur la table et par s'exclamer « Get me a single-handed economist! » (« Trouvez-moi un économiste manchot! »), car il en avait assez de les entendre dire « d'un côté... » (on the one hand), puis « de l'autre côté » (on the other hand)... Jamais les experts et économistes n'auront été aussi divisés, et jamais il n'aura été aussi clair qu'il n'existe pas de solution simple et que chaque politique économique pouvant être envisagée pourra avoir des effets



négatifs ou positifs, dépendamment du *policy mix* qui aura été choisi et du moral des acteurs économiques.

Mais même si les partisans de la dérégulation n'ont pas dit leur dernier mot, il semble y avoir aujourd'hui un assez vaste consensus pour considérer que la phase qui s'est ouverte à la fin des années 1970 avec le triomphe des théories monétaristes de Milton Friedman, l'élection de Margaret Thatcher puis celle de Ronald Reagan est une phase qui est aujourd'hui close et qu'il est nécessaire de revenir à des politiques keynésiennes de relance et à un interventionnisme étatique susceptible de remédier aux déséquilibres créés par le marché.

Il est à ce titre très significatif de noter le changement de ton des grands organes de presse anglo-saxons au sujet du modèle économique et social français. Entre 2000 et 2007, il se passait rarement plus de deux semaines sans que nous n'ayons droit à l'un de ces articles vouant aux gémonies le modèle français, considéré comme ringard et obsolète, étouffant les entreprises sous les charges et encourageant une culture de l'assistanat. Les auteurs de ces articles sommaient les Français de s'inspirer des modèles britannique ou américain, de choisir la rupture, d'en finir avec l'héritage du Conseil national de la Résistance, avec ce gaullisme social ou ce socialisme tempéré qui formaient le socle idéologique sur lequel reposait l'économie française depuis la fin de la seconde guerre mondiale.

Il a fallu que le monde soit frappé par cette crise d'une ampleur sans précédent pour que ces mêmes experts en viennent à célébrer la modernité du modèle français, saluer l'interventionnisme étatique et les dépenses sociales qui permettent d'éviter l'effondrement de la demande intérieure et donc d'amortir les effets de la crise, et vanter les principes philosophiques de solidarité sur lesquels était fondé le système, principes qui n'ont aucunement empêché, contrairement aux idées reçues, l'économie française d'être compétitive. « L'interventionnisme pragmatique à la française gagne du terrain, tandis que d'autres modèles économiques ont perdu toute crédibilité. » écrivait récemment

dans *Newsweek* Holger Schmieding, économiste en chef chargé de l'Europe à la Bank of America.

L'heure semble en effet être au grand retour de la fraternité. C'est *Le moment fraternité*, pour reprendre le titre d'un récent ouvrage de Régis Debray. Tocqueville nous avait d'ailleurs prévenus que la liberté et l'égalité étaient deux notions contradictoires, et que seule la troisième notion du triptyque républicain, la notion de fraternité, était susceptible de les réconcilier.

Les Français demeurent profondément attachés à cette notion de fraternité et souhaitent dans leur majorité voir émerger des politiques qui ne seraient ni complètement étatiques ni ouvertement libérales, mais tout simplement humanistes. Marcel Gauchet, un intellectuel qui s'est toujours opposé aux extrêmes affirmait récemment : « Le communisme rendait fou, le néolibéralisme rend stupide. » Les événements récents l'ont largement démontré.

Dès lors, deux impératifs doivent nous animer dans les mois qui viennent. Dans les débats qui vont continuer de se dérouler autour de la crise et des politiques économiques, évitons les réflexes partisans, l'esprit de caste et les idéologies toutes faites, et gardons donc à l'esprit que la solution ne peut être qu'une solution humaniste, consistant à remettre l'homme au cœur du système. Pour reprendre les titres de deux ouvrages d'Amartya Sen, aujourd'hui plus que jamais d'actualité, il faut reconstruire « une économie au service de l'homme », puisque « l'économie est une science morale ».

L'autre impératif que nous devons nous fixer pour les discussions à venir est celui de refuser les débats interdits, les tabous économiques, les menottes de l'esprit que certains cherchent à nous imposer. Au début des années 1990, Jean-Paul Fitoussi dénonçait dans un livre *Le débat interdit*, notamment autour des politiques de désinflation compétitive. L'une des raisons de la crise actuelle est qu'un grand nombre de débats ont été interdits ou occultés, au nom de la bien-pensance économique. À titre d'exemple, les partisans d'un protectionnisme à l'échelle européenne,

bien qu'offrant des arguments solides et méritant grandement d'être au moins débattus, ont été traités comme des pestiférés par les grands médias. Circulez, il n'y a rien à voir, rien à discuter, le libre-échange est l'horizon ultime, semblaient dire un grand nombre d'éditorialistes influents. Bien d'autres économistes iconoclastes, qui soutiennent de tout autres options que le protectionnisme, sont eux aussi marginalisés ou exclus du débat public parce que leurs idées sont non-conformes à la doxa. Or, il est aujourd'hui clair que ce n'est qu'en sortant des clous, en imaginant des solutions hétérodoxes ou innovantes que l'on pourra trouver les voies du renouveau économique. Einstein ne répétait-il pas inlassablement qu'il est impossible de résoudre un problème sans changer la mentalité qui prévalait lors de la création de ce problème ?

Un vaste débat sans tabous ni idées préconçues, un débat dont l'objectif serait de réfléchir à une nouvelle architecture économique et financière mondiale qui permettrait de mettre enfin l'être humain au cœur du système : c'est là un passage obligé pour sortir par le haut d'une crise aux conséquences dévastatrices.

Nous espérons avoir modestement contribué à ce débat en vous présentant ce dossier qui rassemble une trentaine de points de vue émanant de personnalités diverses qui ont défendu en toute liberté leurs idées, qu'elles soient libre-échangistes ou protectionnistes, qui ont établi un bilan de la crise dans diverses parties du monde et dans quelques secteurs économiques, et qui n'ont, en outre, pas manqué d'attirer notre attention sur quelques nouvelles pistes et opportunités. Car, comme l'écrivait Hölderlin, « Là où croît le péril, croît aussi ce qui sauve. » ■





## Le monde face à la crise

# Le rôle du ministre de la Relance



Par **Patrick Devedjian**  
Ministre, auprès du Premier ministre,  
chargé de la mise en œuvre du plan de  
relance

*Face à la crise dans le monde et en France, le gouvernement français est totalement mobilisé, d'une part à travers le plan de relance de l'économie que le président de la République et le Premier ministre m'ont chargé de mettre en œuvre et d'autre part à travers un ensemble plus large de mesures pour soutenir la croissance depuis plusieurs mois.*

Le plan de relance de l'économie s'inscrit dans le cadre d'une série d'initiatives prises par le président de la République et le Gouvernement pour faire face à la crise, dans ses dimensions financières, économiques et sociales.

Outre les 26 milliards d'euros du plan de relance, il s'agit notamment :

- des 10 milliards d'euros de baisses d'impôts en 2008 et 2009 en faveur de l'activité et du pouvoir d'achat des ménages ;
- des 9,8 milliards d'euros consacrés à la revalorisation des prestations sociales et à la création du RSA pour que la solidarité nationale joue à plein ;
- des 6 milliards d'euros de dotations au Fonds stratégique d'investissement pour soutenir et protéger les entreprises françaises.

Par ailleurs, depuis l'été 2008, le gouvernement est intervenu à plusieurs reprises pour surmonter la crise financière, qui s'est révélée en septembre 2008 avec la faillite de la banque Lehman Brothers. L'intervention de l'État a pris la forme de garanties et de prise de participation dans les principaux établissements de crédit français. C'était une priorité pour l'économie, pour les entreprises et pour l'emploi des Français. Si les banques avaient été conduites à la faillite, les salariés, les retraités, les épargnants en auraient payé le prix fort.

Ces soutiens ont été complétés par des dispositifs tournés vers les entreprises : 22 milliards d'euros ont ainsi été injectés pour assurer le financement des PME, premier employeur des Français. Le gouvernement a par ailleurs développé un plan de soutien au secteur automobile, portant sur toute la filière.

Enfin, le président de la République a annoncé, le 18 février 2008, un effort de 2,6 milliards d'euros dans le domaine social, suite à la réunion avec les repré-

sentants des organisations patronales et syndicales.

Le plan de relance de l'économie, dont les grandes lignes ont été présentées par le président de la République lors de son discours de Douai en décembre dernier, s'inscrit donc dans cet ensemble, mais avec deux spécificités fortes :

- la première, sur le fond, tient à la priorité, forte et assumée, accordée à l'investissement ;
- la seconde, sur la forme, tient à son pilotage par un ministère spécifique et transversal.

### Priorité à l'investissement

Ce plan représente un total de 26 milliards d'euros (soit 1,3% du Pib).

Il donne la priorité à l'investissement public, partagé entre l'État (4 milliards d'euros), les entreprises publiques (4 milliards d'euros) et les collectivités locales, qui seront soutenues pour cela par l'État (2,5 milliards d'euros). Le plan comprend aussi des mesures de soutien à la trésorerie des entreprises (11,6 milliards d'euros).

L'emploi et la solidarité en sont les compléments indispensables. 2 milliards d'euros sont ainsi réservés aux secteurs les plus exposés à la crise : logement et automobile. 2 milliards d'euros viennent soutenir l'emploi et les revenus des ménages les plus modestes.

À ces interventions financières, portées par les collectifs budgétaires, s'ajoutent des propositions destinées à faciliter la réalisation de grands projets d'investissements et à alléger des procédures administratives. Il s'agit d'assurer efficacité et célérité à la mise en œuvre du plan. C'est le sens de la loi pour l'accélération des programmes de construction et d'investissement public et privé et des décrets qui accompagnent le plan de relance. Ces textes portent un ensemble de mesures



de simplification, en particulier en matière d'urbanisme et de contrats de partenariats public-privé, qui sont autant d'obstacles en moins pour la réalisation des investissements dans le logement et les infrastructures prévus par le plan de relance.

Peu après le vote des lois, le Comité interministériel d'aménagement et de compétitivité des territoires (Ciact) du 2 février 2009 a traduit en termes concrets les dotations du plan de relance en validant une liste de plus de 1 000 opérations, réparties sur l'ensemble du territoire français. Celles-ci ont été choisies pour leur capacité à être lancées dans les meilleurs délais et, pour nombre d'entre elles, immédiatement. Elles couvrent toutes les facettes du plan : les infrastructures, le logement, la solidarité ou l'emploi.

Massif par son ampleur, le plan de relance ne sera efficace que s'il est mis en œuvre rapidement.

Si la totalité des crédits d'engagement est ouverte en 2009, l'objectif est de consommer trois quarts des montants dès la première année. Cette intervention massive et rapide devrait avoir un impact estimé à 0,6 point de Pib.

### Un portefeuille spécifique

Dans cette perspective, la réussite du plan tient à la capacité à mobiliser et à fédérer de nombreux acteurs : l'État, les collectivités locales bien sûr, mais aussi les entreprises et, notamment, les entreprises publiques. Il invite à coordonner et à anticiper.

C'est en ce sens que le choix d'un ministère transversal, directement placé auprès du Premier ministre et spécifiquement dédié à la mise en œuvre du plan de relance prend tout son sens.

C'est un choix pragmatique, tourné vers l'efficacité. C'est aussi un choix original, mais qui peut inspirer d'autres États. Plusieurs pays ont pris contact avec mon équipe pour s'intéresser à cette expérience. Aux États-Unis, le nouveau président Barack Obama a également récemment désigné Joe Bidden, vice-président, comme responsable de la mise en œuvre du plan américain et a créé le *Recovery Accountability and Transparency Board*,

une nouvelle structure chargée de coordonner et de conduire la surveillance des fonds pour éviter tout gaspillage et tout abus.

Le ministère en charge de la mise en œuvre du plan de relance, en réalité constitué d'une équipe légère autour de moi et qui peut faire appel aux administrations existantes, permet de coordonner la mise en œuvre des différents volets du plan. Mon positionnement de ministre directement rattaché au Premier ministre est ainsi un atout.

L'existence d'un portefeuille spécifique permet également de veiller au bon emploi des crédits, dans l'esprit du plan de relance. Le ministère intervient dans des domaines de compétence qui appartiennent traditionnellement à d'autres ministères, mais il fédère des interventions exceptionnelles, non reconductibles et clairement identifiées dans le cadre d'une politique de relance.

Aussi, des procédures de suivi et d'évaluation sont-elles mises en place, en liaison avec les ministères ou les opérateurs concernés. Elles permettent de mesurer l'état d'avancement des opérations, de prendre des mesures correctrices (y compris en substituant un nouveau projet à un projet qui prendrait trop de retard) et d'évaluer la performance et l'effet de levier du plan sur l'économie. Les préfets de région seront à cet égard responsables du pilotage territorial et des remontées régulières d'informations.

### Le contenu du plan de relance

<b>Mesures pour favoriser la trésorerie des entreprises</b>	<b>11,4 Mds €</b>
- remboursement des sommes dues au titre du crédit impôt recherche	3,8
- remboursement des reports en arrière de déficit d'impôt sur les sociétés	1,8
- mensualisation du remboursement de la TVA	3,6
- amortissement accéléré des investissements	0,7
- avances versées sur les marchés publics de l'Etat	1,0
- paiement des dettes envers les fournisseurs de la Défense	0,5
<b>Interventions de l'État</b>	<b>11,0 Mds €</b>
- programme exceptionnel d'investissement public	4,0
- soutien exceptionnel à l'activité économique et à l'emploi (hors FSI)	2,0
- effort exceptionnel en faveur du logement et de la solidarité	1,9
- avance d'un an du versement du FCTVA	2,5
- doublement du PTZ	0,6
<b>Dépenses des administrations sociales (crèches, maisons de retraite)</b>	<b>0,1 Mds €</b>
<b>Investissements des entreprises publiques</b>	<b>4,0 Mds €</b>
- EDF : 2,5 - GDF Suez : 0,2 - RATP : 0,4 - SNCF : 0,3 - La Poste :	0,6
<b>TOTAL PLAN DE RELANCE</b>	<b>26,5 Mds €</b>

### Une expérience inédite

Ce ministère neuf est l'occasion d'une expérience sans doute inédite en termes de suivi de l'action gouvernementale et d'évaluation des interventions publiques, dans l'esprit de la Lolf :

- un système d'information permet de suivre au jour le jour la mise en œuvre du plan : mise à disposition des crédits, consommation des crédits, avancée des projets, effets induits, notamment sur l'emploi. C'est aussi un outil de pilotage régional ;
- un rapport sera fait chaque trimestre au Parlement ;
- un site Internet public ([relance.gouv.fr](http://relance.gouv.fr)) permet à chaque citoyen de suivre, en toute transparence, l'avancée du plan.

Un enjeu, de plus long terme, d'expérimentation et d'exemplarité dans la gestion de l'action publique s'ajoute donc à l'enjeu immédiat, de court terme, mais qui demeure l'enjeu principal, de relance de notre économie face à cette crise dont nos concitoyens ressentent aujourd'hui douloureusement les effets. ■



## Le monde face à la crise

# Face à la crise, le retour du politique



Par Jean-Pierre Chevènement

*Stendhal 1965*

Ancien Ministre

Sénateur du Territoire de Belfort

Président de la Fondation Res Publica

***Finie l'ère du tout marché, du principe de la concurrence libre et non faussée, de l'interdiction des aides d'État, de la prohibition des déficits et des endettements excessifs ! Depuis l'automne 2008, la « main invisible » censée réaliser l'optimum social, pourvu que l'autorité publique ne s'en mêle point, n'inspire plus confiance. Les dieux du Marché sont tombés de leurs autels. Les grands prêtres se sont tus. La foule qui se prosternait à l'énoncé de vérités éternelles qui tombaient de leurs bouches a déserté leurs temples.***

L'État est revenu avec ses gros sabots pour assurer plans de refinancement et plans de relance face à la dépression. C'est celle-ci qui a conduit, en catastrophe, les politiques, libéraux de doctrine ou fraîchement convertis, à changer de pied devant les foules éberluées.

« À situation exceptionnelle, mesures exceptionnelles ». C'est par centaines de milliards de dollars ou d'euros que s'énoncent les plans destinés à sauver les banques de la faillite. Les pays anglo-saxons ne reculent pas devant les nationalisations. D'autres, de tradition moins libérale, comme la France, se bornent paradoxalement à prêter à leurs banques à des taux presque usuraires pour qu'elles continuent de financer l'économie à des taux bien inférieurs. Comprenez qui pourra : La plus grande de nos banques, par exemple, qui continue de déclarer des bénéfices, s'endette à grands frais auprès de l'État et rachète dans le même temps des activités bancaires dans les pays voisins.

Dans tout cela flotte comme un air d'improvisation. Les doctrinaires du désendettement public viennent maintenant expliquer qu'il y a « la bonne dette » à côté de la mauvaise, et que l'explosion des déficits n'est en fait qu'une illusion d'optique. Après les plans de refinancement viennent les plans de relance, dont l'effet paraît nul, tant le bruit sourd d'un effondrement continu monte des profondeurs de l'économie : deux millions et demi d'emplois supprimés aux États-Unis en quelques mois. Un million de chômeurs supplémentaires en Espagne en moins d'un an. En un trimestre, les ventes et la production d'automobiles plongent presque partout de 40 %.

Une chose cependant devrait frapper les esprits : si leurs effets ne sont pas encore visibles, les plans de relance ont été annoncés partout par les autorités natio-

nales, à l'instar des États-Unis. En Europe, c'est le président en exercice de l'Union européenne, Nicolas Sarkozy, qui a pris l'initiative de lancer son plan à travers une instance qui ne s'était jamais encore réunie, le G4, c'est-à-dire les quatre principales économies européennes, puis le G16, instance tout aussi improvisée puisqu'elle consistait à faire entrer la Grande-Bretagne dans l'Eurogroupe. Il en a résulté deux choses : un montage qui juxtaposait les plans nationaux et qu'approuva *in fine* l'Union à vingt-sept, et enfin l'initiative d'un G20 imposée à un G.W. Bush finissant. Il est vrai qu'une relance coordonnée répondait à l'intérêt bien compris des États-Unis. Dans cette affaire, non seulement Nicolas Sarkozy, mais aussi Gordon Brown et l'administration américaine elle-même, ont donné l'exemple d'une réactivité inattendue de la part de dirigeants présumés libéraux. C'est en tout cas dans le cadre national que des décisions d'une ampleur jamais vue depuis des décennies ont été prises. L'Union à vingt-sept et le G20 n'ont été que de vastes mises en scène. De bout en bout, les décisions ont été nationales, y compris dans l'Allemagne de Mme Merkel, au départ la plus réticente à agir dans un cadre européen ou même tout simplement multilatéral. Les décisions ont été nationales pour une raison toute simple : la nation reste le seul cadre démocratique où des gouvernants appuyés sur l'opinion publique et sur le Parlement ont la légitimité pour agir avec force à l'échelle requise. La Commission européenne a disparu dans un trou de souris. Le FMI fait des communiqués. Les textes européens ont été « suspendus ». Le retour du politique s'est donc fait dans un cadre national. Seuls jusqu'alors des responsables politiques portés sur la théorie, c'est-à-dire isolés, avaient osé soutenir



que les marchés financiers n'étaient pas l'horizon de l'humanité mais que les peuples et les nations restaient les permanences de l'Histoire.

Depuis près de trois décennies, la « doxa » libérale avait réussi à diaboliser l'intervention de l'État dans l'économie et à ringardiser l'idée même d'une politique industrielle. Mais dans l'immense désarroi qui s'est emparé des esprits après la chute des géants de la finance de Wall Street, on s'est tourné d'emblée et comme instinctivement, vers les pouvoirs qui trouvaient leur source dans le vouloir-vivre des nations. Celles-ci qu'on avait démonisées comme l'origine des pires fléaux, retrouvaient leurs couleurs. Certes il ne s'agit pas d'un retour au nationalisme, perversion de l'idée de nation, mais simplement de la réaffirmation du rôle démocratique des nations qui, au début du XXI<sup>e</sup> siècle, partagent d'ailleurs les mêmes valeurs et les mêmes principes.

Le retour à la nation a des raisons plus prosaïques : c'est qu'il allait falloir payer. On se tournait vers le citoyen. On se tournait aussi vers le contribuable. Seul l'État en effet pouvait offrir une garantie pour les prêteurs. Lui seul paraissait assez armé pour tirer des traites sur l'avenir.

Mais quel avenir ? Arrivés à ce point, les thuriféraires du libéralisme hésitent. Leur voix tremble. Ils veulent se rassurer. Il ne saurait, bien évidemment, à leurs yeux, n'être question que d'ouvrir une « parenthèse interventionniste » comme il y eut pour d'autres, jadis, en 1983, une « parenthèse libérale ». Ils se refusent encore à réglementer, à prendre des participations publiques au capital des entreprises, à fixer des plafonds aux rémunérations. Ils préfèrent s'en remettre aux codes de bonne conduite qu'on laisse aux patrons le soin d'élaborer. La faiblesse de cette position commence à apparaître. Car on devine que la crise sera longue et profonde. Immenses sont les problèmes qui restent irrésolus : réglementation des *hedge funds* et des banques en général, prohibition des paradis fiscaux, politique des revenus, parités monétaires, programmes publics et politiques industrielles capables de soutenir une relance enfin efficace, etc.

Le retour du politique prendra du temps, lui aussi. Il s'avance à tâtons et ne sait encore la forme qu'il prendra. Une chose est sûre : il faudra inventer ou réinventer l'État, développer les capacités d'anticipation, de prévision et de programmation,

articuler le renouveau du civisme à de nouvelles formes de patriotisme, trouver des formes de coordinations encore inédites à l'échelle internationale, penser une Europe à géométrie variable, des institutions économiques et monétaires mondiales, associant aux vieux pays riches les puissances émergentes, sans oublier – espérons-le – les pays qui n'émergent pas.

Surtout il faudra donner forme humaine au retour du politique : recréer l'espoir en pensant le monde avec trente ans d'avance. Déjà on devine que d'immenses investissements sont nécessaires pour préparer l'après-pétrole, limiter l'émission de gaz à effet de serre, nourrir l'humanité, économiser les biens rares : eau, air, sols, et que l'idée de service public garde toute sa force pour faire de la santé, de l'éducation, de la culture et de la recherche les vraies priorités du développement humain. Ces priorités, pourtant incontestables, ne s'imposeront pas d'elles-mêmes. Pour dépasser les concurrences et les tensions inévitables et préparer un monde réellement meilleur, on ne fera pas l'impasse des luttes et de la conscience, bref de ce qu'on appelle « la politique ». ■

## B U L L E T I N D ' A B O N N E M E N T



### *l'ena hors les murs*

Je souscris à  abonnement(s) d'un an à l'ENA Hors les murs au prix annuel unitaire de 52,00 € (France) ou 85,00 € (Étranger).

Nom

Prénom

Adresse

Ci-joint mon règlement par chèque d'un montant de  € libellé à l'ordre de l'AAE-ENA

Demande d'abonnement à retourner accompagné de votre règlement à : l'ENA Hors les murs  
226, Bd Saint-Germain – 75007 Paris – Tél. : 01 45 44 49 50 – Télécopie : 01 45 44 02 12





# Protectionnisme et démocratie



© Hélié Gallimard

Entretien avec **Emmanuel Todd**  
Démographe et Historien

**E**mmanuel Todd occupe une place à part dans le paysage intellectuel français. Il ne fait partie d'aucune de ces chapelles, coteries ou « écoles de pensée » qui se partagent les rôles dans les médias ou à l'université. S'il ne recule pas devant la polémique, il demeure résolument indépendant et oriente ses flèches acérées aussi bien vers la gauche que vers la droite. Ce refus des cloisonnements, cette capacité à décentrer le regard, à penser autrement, à sortir du cadre, il les tient probablement aussi bien de sa famille que des grands auteurs qui l'ont marqué. Côté familial, il est le fils d'Olivier Todd, le petit-fils de Paul Nizan, et est également un petit-neveu de Claude Lévi-Strauss. Quant aux influences intellectuelles extra-familiales, on peut citer, parmi beaucoup d'autres, celles de Montesquieu, de Tocqueville, de Durkheim et d'Aron.

Il ne construit pas ses réflexions sur la base d'idéologies toutes faites, mais plutôt, selon le modèle anglo-saxon, en étudiant de façon empirique et concrète des données brutes. À 25 ans, il devient célèbre en publiant *La Chute finale*<sup>1</sup>, un essai qui s'avèrera visionnaire dans lequel il dissèque le pourrissement de l'idéologie communiste et prédit la décomposition de l'Union soviétique, à travers l'étude des courbes de mortalité infantile et de quelques autres indicateurs dédaignés par les soviétologues.

Il publiera ensuite *Le fou et le prolétaire*<sup>2</sup>, un essai sur les origines de la Première Guerre mondiale, s'appuyant sur une analyse à la Durkheim des taux de suicide. Viendront ensuite plusieurs essais sur la démographie, les structures familiales, l'immigration et l'Europe, puis trois ouvrages pouvant se lire comme une trilogie : *L'illusion économique*<sup>3</sup>, analysant

la stagnation des sociétés occidentales face aux nouvelles contraintes économiques, *Après l'Empire*<sup>4</sup>, prédisant la crise actuelle du système américain et, il y a quelques mois, *Après la démocratie*<sup>5</sup>, plaidoyer vigoureux pour la mise en place d'un protectionnisme à l'échelle européenne, nécessaire à ses yeux pour éviter le délitement du modèle démocratique.

À ceux qui le jugent trop radical dans sa défense de ses idées et trop excessif dans ses propos, il réplique fort justement : « J'exprime brutalement des idées modérées alors que les ultra-libéraux expriment de manière policée des idées extrémistes. » K.B.

**Il y a déjà plus de dix ans, dans *L'illusion économique*, vous dénonciez avec virulence ce que vous appeliez « l'utopie libre-échangiste », en insistant sur le fait que la disparition des barrières douanières avait conduit à une chute du taux de croissance de l'économie mondiale et à une montée très forte des inégalités au sein de chaque société. Vous avez depuis été rejoint par plusieurs grands économistes, et même l'économiste néo-classique Samuelson a pointé les effets négatifs du libre-échange<sup>6</sup>, et souligné que le cas chinois rendait la vieille théorie des avantages comparatifs, sinon obsolète, du moins inopérante ou problématique. Pourtant la doxa économique, en France et ailleurs, continue de considérer le protectionnisme comme étant néfaste. Vous revenez donc à la charge dans votre dernier ouvrage, *Après la démocratie* et vous soulignez que le principal obstacle à la mise en place d'un protectionnisme européen, que vous pensez salvateur, est un obstacle psychologique, c'est l'incapacité des Européens de sortir du narcissisme**



**ambiant et de s'engager dans une action collective. Tout d'abord, quelles sont les raisons profondes du maintien de la doxa anti-protectionniste, et ensuite, que préconisez-vous pour surmonter cet état d'esprit ?**

Je vois deux niveaux d'obstacles. Le niveau le plus superficiel se situe au niveau de l'analyse économique, celui des écoles économiques qui se trompent et qui errent. Analyser une erreur d'ordre intellectuel nécessite de regarder dans plusieurs directions. Chacune de ces directions apporte quelque chose à la compréhension. Les interactions entre l'économie politique et le système bancaire sont devenues très fortes et se sont encore renforcées et l'on voit de plus en plus d'économistes ayant un pied dans une banque. L'économie est aussi une science qui a perdu son autonomie en tant que science. Je n'en parle pas dans le livre, mais c'est un point important. L'erreur intellectuelle a une certaine dynamique autonome. Des gens qui ne voient pas, je les connais un peu. J'avais déjà affronté les soviétologues professionnels lorsque j'avais publié *La chute finale*. Sans vouloir me vanter, j'ai passé une bonne partie de ma vie à affronter des gens qui ne veulent pas reconnaître l'erreur. Quand on étudie l'histoire des sciences, des idées ou des idéologies, il y a toujours des gens qui ne veulent pas croire que c'est la terre qui tourne autour du soleil. Dans le cas de la France, il y a quelque chose dont je parle dans le livre<sup>7</sup>, et qui aggrave la situation, c'est la France, en matière d'analyse économique, n'est pas productrice d'idéologie. La France est simplement consommatrice d'idéologie. C'est l'une des spécialisations du monde anglo-saxon que de produire des idéologies économiques. Là bas, il y a donc certaines dissidences, certes pas toujours importantes, elles sont soit marginales soit récentes. Mais le monde anglo-saxon a son autonomie de production d'idées ou d'idéologies en ce qui concerne l'économie politique. En France, nous sommes en la matière ce qu'on appelle une « zone périphérique dominée ». Cela n'est pas vrai en sociologie ou en politologie, mais c'est le cas en économie. Il y a quelque chose qu'en anthropologie et en linguistique, on appelle le

« conservatisme des zones périphériques ». Ce que l'on trouve dans les zones périphériques, ce sont les modes anciens de pensée. Il y a donc un phénomène structurel en France, c'est ce retard de la pensée économique, quel que soit le mouvement, par rapport à celle du monde anglo-saxon. Cela produit cette situation de naufrage absolu, même si je cite des économistes comme Jean-Luc Gréau ou Jacques Sapir qui sauvent l'honneur de la profession. Mais ce ne sont que des exceptions. Je pense que Peugeot survivra à la crise, mais les économistes et professeurs d'économie, en revanche, je ne suis pas sûr qu'ils s'en sortent !

**Au-delà des fourvoiements des économistes, comment expliquer l'hostilité ambiante au protectionnisme ?**

En tant qu'anthropologue, je me suis intéressé aux évolutions des mentalités, et l'hostilité au protectionnisme et l'adhésion au libre-échange, je l'analyse comme partie d'un phénomène culturel beaucoup plus vaste. Pour moi, l'ultra-individualisme, ce n'est pas une adhésion primordiale à l'économie de marché, au refus de toutes les barrières douanières, c'est une adhésion à l'idée de l'individu roi absolu, à l'idée qu'il est interdit d'interdire, à ce phénomène de narcissisation des comportements analysés par Lasch<sup>8</sup>, quelque chose d'extrêmement massif, et diffus à la fois, et qui est beaucoup plus profond dans la société que les conceptions économiques conscientes. Il y a là quelque chose que je trouve très intéressant en termes historiques. Quand j'ai fait ma « conversion » à la nécessité du protectionnisme, dans un premier temps, sans trop spécifier l'échelle, ensuite dans la réédition de *L'illusion économique*, j'en viens à l'idée que la bonne échelle, c'est celle d'un protectionnisme à l'échelle européenne. C'était quand même pour moi une évolution importante. Mais je tiens à dire que dans les dix années qui se sont écoulées, l'idéologie libre-échangiste a encore progressé. C'est-à-dire que des pays comme l'Inde s'y sont convertis. Le Brésil sort également de sa vieille orthodoxie. Tous les pays émergents décrits actuellement comme une menace au monopole du G7, en vérité, viennent de

se soumettre à l'idéologie du monde développé. Je suis bien évidemment très triste pour ceux qui perdent leur emploi ou dont les revenus diminuent, mais il y a une sorte de beauté tragique dans la situation actuelle : c'est au moment où l'idéologie libre-échangiste arrive à son maximum de puissance que, bien naturellement, comme c'est une croyance fautive, le système s'effondre. Donc, nous sommes dans une situation très particulière de domination absolue de cette idéologie, qui n'a jamais été aussi importante, et le système d'effondre. Il y a donc une sorte de double vide qui s'est créé, et qui produit en ce moment tous ces prurits protectionnistes irréfléchis, nationaux. Le problème n'est pas uniquement qu'ils émergent à l'échelle nationale, mais aussi qu'ils ne sont pas du tout pensés. C'est une situation tout à fait fascinante.

**Au point de vue géopolitique, la page néo-conservatrice semble s'être tournée, après les dégâts que l'on connaît. Mais en économie, cette pensée continue de faire des ravages. Vous avez dit un jour que le néo-conservatisme était une « nouvelle extrême droite à l'échelle mondiale ».**

Oui, tout à fait. Je suis bien sûr très heureux qu'Obama ait été élu, et surtout que les Démocrates soient revenus au pouvoir, parce qu'effectivement, cela veut dire, qu'au moment de la grande panique, politique, économique et financière, le réflexe des Américains n'a pas été d'aller encore plus loin, de passer de la droite extrême à l'extrême droite, ce qu'on pouvait craindre, mais le réflexe fut plutôt de revenir à ce qui pour les États-Unis est un centre-gauche. Nous avons échappé au pire. Mais cela dit, il faut bien voir que si l'on s'intéresse aux conceptions économiques, et au rapport à ces questions économiques fonda-

1 - *La chute finale*, essai sur la décomposition de la sphère soviétique, Robert Laffont, 1976.

2 - *Le fou et le prolétaire*, Robert Laffont, 1979.

3 - *L'illusion économique*, essai sur la stagnation des sociétés développées, Gallimard, 1998.

4 - *Après l'empire*, essai sur la décomposition du système américain, Gallimard, 2002.

5 - *Après la démocratie*, Gallimard, 2008.

6 - Paul Anthony Samuelson, « When Ricardo and Mill Rebut and Confirm Arguments of Mainstream Economists Supporting Globalization. » *Journal of Economic Perspectives*, vol. 18, No 3, 2004.

7 - *Après la démocratie*, op cit.

8 - Référence à l'historien et critique culturel américain, Christopher Lasch, issu de l'École de Francfort, qui est l'auteur de *La Culture du narcissisme, la vie américaine à un âge de déclin des espérances*, Climats, 2000. Un autre de ses ouvrages a été récemment traduit, *Le moi assié-gé*, essai sur l'érosion de la personnalité, Climats, 2008.



## Le monde face à la crise

mentales du libre-échange, du capitalisme financier plutôt qu'industriel, etc, il n'y a quasiment aucune différence entre les Républicains et les Démocrates. Le virage, qu'on pourrait qualifier de virage « impérial financier », le choix d'accentuer la posture financière prédatrice de l'Amérique sur le monde est un choix qui a été fait sous Clinton. Les clintoniens sont arrivés au pouvoir avec des réflexions du type « strategic traders » sur la nécessité de protéger l'appareil industriel, de faire un certain type de protectionnisme dans l'intérêt de la base industrielle des ingénieurs et des ouvriers américains. Et en réalité, le choix qui a été fait a été le choix opposé, c'est-à-dire que l'on a renoncé à cela et que l'on a choisi de profiter de la manne financière. C'est une mécanique très simple à l'échelle mondiale, mais pas toujours comprise. En fait, ce qu'on ne trouve pas dans les manuels d'économie internationale, c'est une analyse de l'insuffisance de la demande qui est amenée par le libre-échange. Ce qu'on trouve, c'est la montée des inégalités. La mécanique fondamentale du libre-échange, c'est l'introduction dans chacun des pays des inégalités qui existent à l'échelle mondiale, donc l'écrasement des salaires. L'écrasement des salaires va mener de son côté à l'insuffisance tendancielle de la demande, mais l'augmentation des profits va mener à l'émergence dans le haut de la société de paquets de fric ne servant à rien et ne correspondant à rien, paquets de fric qui produisent toute la corruption du système bancaire. Je suis très fier d'avoir fait récemment une interview dans un journal suisse, de Zurich, qui avait pour titre, (titre que je n'ai pas choisi) : les banquiers ne sont pas coupables ! On nous dit : c'est affreux, cette affaire Madoff, \$ 50 milliards qui partent en fumée. Mais on ne se pose pas la question fondamentale : d'où viennent ces \$ 50 milliards ? Pourquoi est-ce qu'il y avait dans le système \$ 50 milliards à foutre en l'air ! Cela participe de cette mécanique de montée des inégalités qui résulte du libre-échange.

**La tentation est grande de vouloir désigner des coupables. Si vous deviez absolument désigner le coupable, vous**

**préférez donc désigner l'idéologie libre-échangiste plutôt que les banquiers ?**

Oui, c'est d'ailleurs le genre de questions que s'est posé Keynes. Lorsque l'on est confronté à des situations d'incompétence, des politiques, des économistes, on arrive finalement à cette phrase de Keynes qui rappelait qu'en fin de compte, ce ne sont pas des hommes qui sont au pouvoir, mais des idées, et des idées dépassées. Ce qui est aujourd'hui au pouvoir, ce n'est pas Sarkozy, ni Angela Merkel, ce n'était pas Bush et ce n'est pas Obama, sur le plan économique. Ce qui est au pouvoir, c'est l'idéologie libre-échangiste.

**Vous dites que vous souhaiteriez réintroduire une « dose de sociologie marxiste ».**

Non, je pense que suis clair sur ces questions. Pour moi, toute la partie « positive » du marxisme, l'idée qu'il existe un projet positif qui s'appelle le communisme, et qui consiste à dépasser le capitalisme, à le transcender, des pirouettes du genre « le prolétaire sera tout parce qu'il n'est rien », tout cela ne m'intéresse pas du tout. Je ne veux pas de l'idée selon laquelle il y aurait une solution simple et qu'on peut se projeter par la force de la pensée dans un hyper espace parfait. Ce qui est intéressant, c'est l'idée de contradiction inhérente à la machine capitaliste. Je ne suis pas un très grand lecteur de Marx, mais il y a des choses sur l'homme et la nature humaine assez intéressantes. Cette dimension du capitalisme comme un système qui tend vers sa propre négation demeure intéressante. Par contre, là où il y a erreur, c'est de penser qu'il suffit de se nier pour devenir autre chose de positif. Ce serait trop facile. Pour moi, c'est de la théologie hindouiste. Ce que j'utilise beaucoup plus, c'est la sociologie marxiste, essayer de voir une partie au moins des affrontements politiques en termes de classe. Je parle abondamment des « Luites de classes en France ». Et actuellement, pour comprendre ce qui se passe en France, c'est un instrument de travail très utile.

**Vous soulignez également souvent les dangers de la disparition de l'idée de nation, et le fait que des sentiments nobles comme l'internationalisme et**

**l'antiracisme permettent de légitimer des logiques économiques perverses.**

Bien sûr. Ce que j'avais essayé de faire dans *L'illusion économique*, c'est une analyse en termes de désagrégation des nations. Il y a évidemment une certaine forme d'universalisme qui peut devenir pervers et qui permet, en se déclarant solidaire de gens qui habitent à 10 000 km de chez nous, d'oublier qu'on doit aussi être solidaires des gens qui habitent à 50 km, et notamment les ouvriers. Mais même si on dit cela, on doit rester prudent. C'est là qu'on se rend compte de la pertinence de la pensée d'un homme comme Raymond Aron. Les choses ne sont jamais en blanc ou noir. On ne peut pas avoir le beurre et l'argent du beurre, pour simplifier, même si Aron n'aurait pas parlé comme cela. L'idée d'un système, d'une idéologie, qui n'aurait que des avantages, face à d'autres systèmes de pensée, qui n'auraient que des inconvénients, est bien sûr une idée fautive, comme l'a montré Aron. Sur le plan international, l'universalisme et l'antiracisme ont un rapport avec la domination du libre-échange, un rapport direct. L'idée d'ouverture, de dépassement de toutes les différences conduit à cela. Mais d'un autre côté, il faut raison garder et ne pas les rejeter. Il faut prendre le temps.

**À vos yeux, pourquoi les Chinois continuent-ils de financer le déficit américain ? Ils ne sont pourtant pas naïfs et doivent être conscients du fait qu'ils ne reverront probablement pas leur argent.**

Ils continuent de financer parce qu'il y a un équilibre de la terreur. Je ne sais pas dans quelle mesure ils sont conscients. Je pense que la grande erreur sur la Chine est de penser, que, parce que ce pays a fait des taux de croissance supérieurs à 10 % pendant des années, les dirigeants chinois sont devenus géniaux, et qu'ils ont tout pensé et tout compris. Non, je pense qu'il existe une mécanique qui s'est mise en place entre les Etats-Unis et la Chine. La Chine est devenue cette plate-forme de main d'œuvre pour les industries américaine et japonaise, et secondairement pour les industries européennes. Cela a produit ces taux de croissance, les dirigeants chi-



nois ont été aspirés par cela et se sont lancés dans cette stratégie de développement très dangereuse. L'idée qu'un pays d'1 milliard et 300 millions d'habitants puisse appuyer son développement uniquement sur la demande extérieure, en espérant ne pas foutre en l'air le monde et sa demande extérieure dans le processus, il faut quand même être assez aveugle pour s'être lancés là dedans. Une question qu'il faut se poser à propos des dirigeants chinois, c'est : est-ce que ce sont des communistes qui ont compris l'économie de marché et en sont venus à une vision plus pragmatique des choses, ou est-ce que ce sont toujours des maoïstes fous, inversés ? Et est-ce que la Chine n'est pas à la veille de son deuxième « grand bond en arrière » ? Il faut donc avoir envers eux une attitude tout à fait amicale et respectueuse, et prendre le temps. Là aussi, le fait qu'on ne puisse pas faire les choses trop vite, là non plus, n'est pas une mauvaise chose. Sur une génération, il faut aider la Chine à se réorienter vers un développement par la demande intérieure. Il faut leur donner le temps de le faire.

### Si la Chine va autant souffrir, quelles sont les puissances qui se sortiront le mieux de cette crise, ou du moins qui souffriront le moins ?

Les pays qui seront le plus touchés, dans l'immédiat, ce sont les plus « efficaces » sur le plan de la production. Après 1929, les deux sociétés qui avaient le plus fort taux de chômage, c'était l'Allemagne et les États-Unis, qui étaient les deux économies industrielles les plus puissantes. Aujourd'hui, ce sont donc les pays les plus exportateurs qui vont être le plus touchés, la Chine, le Japon, l'Allemagne, la Russie à cause de ses exportations énergétiques, et bien entendu, les pays qui ont déjà sacrifié une partie de leur appareil industriel vont être moins touchés. C'est pour cela qu'aujourd'hui, on lit certains articles ironiques, mais en fait totalement idiots dans *l'International Herald Tribune*, des articles qui nous disent : « on voit déjà que la crise est plus grave en Europe qu'aux États-Unis, que la contraction du Pib sera plus importante. » Mais c'est tout à fait normal, puisqu'il s'agit d'un Pib réel, avec

au cœur la plus grande puissance exportatrice mondiale, l'Allemagne. Les pays pour lesquels ce sera très dur psychologiquement, et pour lesquels nous devrions avoir beaucoup de compassion, ce sont les pays de l'Est européen, qui ont vécu en une vingtaine d'années et successivement, l'effondrement du communisme puis celui du capitalisme.

### Vous écrivez que pour que le protectionnisme fonctionne, il faut qu'il se fasse à l'échelle continentale, « entre la Grande-Bretagne et la Russie. » C'est un peu ambigu. Incluez-vous la Grande-Bretagne et la Russie ?

En effet, la formulation est ambiguë à souhait. Lorsque j'ai écrit le livre, j'envisageai une Grande-Bretagne hyper-réfractaire à tout concept protectionniste, et une Russie autosuffisante par sa masse... Maintenant, la crise est tellement grave pour la société anglaise et pour l'économie anglaise, qui elle aussi, était empêtrée dans l'aventurisme financier, qu'on peut imaginer beaucoup d'évolutions en Angleterre. Après tout, Keynes avait fait une conversion au protectionnisme. Dans une phase difficile, les Anglais ont déjà été capables d'avoir recours à des mesures protectionnistes. Quant à la Russie, c'est une grande inconnue. En tout cas, le protectionnisme européen peut fonctionner sans l'Angleterre et la Russie. La partie continentale de l'Europe doit toutefois en faire partie, tout ce qui est entre l'Espagne et la Pologne. Pour l'Angleterre et les pays scandinaves, c'est incertain. Leur association serait la bienvenue. Tout le monde a intérêt à ce que l'on engage une action collective, quoi qu'il arrive. L'Angleterre serait la bienvenue. Je suis également favorable un partenariat stratégique avec la Russie. Mon sentiment est que l'économie russe est toujours dans un état à part, un peu différent, et qu'il vaut mieux réfléchir en termes de partenariat qu'en termes d'intégration.

### Le protectionnisme ne risque pas d'entraîner un affaiblissement du niveau de vie en Europe. C'est un argument important.

Oui, pour les Européens, c'est facile. J'essaie d'adopter une attitude raisonnable

sur cette question. Je ne dis pas que cela peut se faire du jour au lendemain, mais qu'il y a tout un travail préparatoire. Je ne dis pas non plus que cela peut se faire sans efforts, pas simplement pour les gens qui se remettent au travail industriel, mais aussi pour les économistes, et les haut-fonctionnaires. L'avantage du libre-échange, c'est qu'on pouvait ne rien faire. Le libre-échange, c'est être peinard, du point de vue de la gestion de la société ! List<sup>9</sup> avait très bien vu cela. Mais il y aurait quelque chose de positif que l'on aurait tout de suite, et qui changerait le climat et l'ambiance anti-démocratique, ainsi que la méfiance de la société vis-à-vis des politiques et des élites, cette ambiance de pourrissement de la démocratie. Nous vivons aujourd'hui dans une somme de projets négatifs permanents, c'est-à-dire que ce que les gens voient devant eux, c'est une sorte de trou noir, de puits sans fond. On leur parle constamment d'ajustements structurels, de « réformes ». Les gens ont très bien compris que réforme voulait souvent dire moins de salaire, moins de travail, moins de sécurité sociale. Ce qui est angoissant, c'est l'avenir. Aujourd'hui, nous avons encore un très haut niveau de couverture sociale, et nous sommes dans une société très riche. Ce qui détraque la démocratie, c'est la perspective de ce puits sans fond. Ce projet protectionniste, qui ne sera pas un protectionnisme de repli, mais un protectionnisme de relance, (relance de la consommation, des services publics...), n'opérera pas tout de suite, mais dessinera immédiatement un horizon différent. Et je pense que l'effet positif sur le fonctionnement de la démocratie, le rapport des gouvernants aux gouvernés, sera immédiat, parce que les gens comprendront tout de suite.

### Vous-mêmes, comment vous définiriez-vous politiquement ?

Je ne me définis pas. Je suis un homme de centre-gauche, sans désigner de parti particulier. Je pense aussi que la distinction gauche-droite doit exister pour que

9 - L'économiste allemand, Friedrich List, théoricien du « protectionnisme éducateur », permettant de créer les conditions d'un libre-échange équitable. Son livre majeur, *Système nationale d'économie politique*, datant de 1841, est paru chez Gallimard, en 1998, avec une préface d'Emmanuel Todd.





# Le monde face à la crise

fonctionne la démocratie. Je reconnais la droite, (pas l'UMP, mais les principes de la droite) comme légitimes. L'idée d'une société où il n'y aurait que la gauche serait une société totalitaire. Et en ce qui concerne les mutations sur les grandes questions économiques, ce que montre l'histoire, c'est qu'en fait les mutations se font trop lentement, mais avec des petits décalages des deux côtés du spectre politique. Je ne sais pas si les choses vont bien se passer pour le protectionnisme, mais si elles se passent bien, ce sera aussi bien au PS qu'à l'UMP.

Au cours des dernières semaines, on a bien vu que le conformisme était en train de craquer. La presse, les médias... Beaucoup de journalistes semblent avoir compris plus vite que les politiques. Les économistes orthodoxes se terrent, évitent d'aller aux débats. On sent que l'on entre dans une nouvelle période, qui n'est pas due à la puissance de ma pensée, mais à la puissance de la crise !

## Le livre arrive quand même à un moment propice.

Il y a en effet aujourd'hui quelque chose de nouveau. Il y a l'idéologie, la lutte idéologique, ses déterminants culturels et sociaux, et il y a aussi la réalité du monde. Et ce qui est tout à fait particulier dans la situation la plus récente, ce que je décris, c'est la façon dont les effets négatifs du libre-échange remontent du bas vers le haut de la société. Nous avons eu la phase des années 1980 durant laquelle c'étaient les ouvriers qui subissaient le plus. Nous avons ensuite vu le décrochage des classes moyennes inférieures au moment du traité constitutionnel européen. Nous avons vu que sur les sept dernières années, les gains d'argent dus au libre-échange ne bénéficiaient plus finalement qu'aux 1 % supérieurs de la société. Les gens ne pensent pas trop à cela. Ils sont plutôt sur le mode : « C'est la faute aux banques, c'est la faute aux riches... » Alors qu'en fait, l'argent qui vient de se volatiliser est l'argent des riches. Une partie énorme des gains en signes monétaires qui ont été accumulés grâce au libre-échange dans toute la phase précédente est en train de se vaporiser. On peut encore trouver quelques malins qui

s'enrichissent dans les classes supérieures, mais dans l'ensemble actuellement, les gens qui ont perdu beaucoup d'argent sont les riches. Donc, on peut dire aujourd'hui que le libre-échange ne bénéficie plus à personne. C'est important ! Nous sommes confrontés à une idéologie dominante qui ne produit plus aucun bien pour aucun secteur de la société, y compris les riches ! C'est une situation historico-idéologique extraordinaire ! On a un bon niveau éducatif, on a des moyens de communication, les cerveaux peuvent se remettre à fonctionner, un basculement intellectuel peut se produire assez vite. Si plus personne n'a un intérêt objectif à ce que ce système perde... Nous sommes donc passés à une nouvelle phase du débat. Les gens commencent à beaucoup parler du protectionnisme. Beaucoup sont convaincus. La question aujourd'hui est de faire prévaloir l'idée du protectionnisme européen sur celle du protectionnisme purement national. Parce que ce que nous voyons, dans cette situation de vide idéologique, c'est une sorte de prurit d'autodéfense nationale qui d'ailleurs ne tient pas la route, parce que le protectionnisme, c'est d'abord la protection des marchandises, ce n'est pas de donner de l'argent aux usines.

## Et si on nous dit qu'il est impossible de mettre les 27 d'accord et qu'il faut choisir entre la situation actuelle (le libre-échange) et un protectionnisme purement national ?

La société française n'est plus à la taille de l'économie. L'économie est européenne, en termes d'échanges de marchandises, etc. Donc, l'espace qu'il faut protéger au niveau salarial pour relancer les salaires et la demande, (au bénéfice ultime de la Chine d'ailleurs, finalement), c'est l'Europe continentale. Ce qu'il faut absolument établir, c'est arrêter de laisser ses économistes ignares, qui ont fait faillite et qui devraient démissionner de tous leurs postes de responsabilité. J'ai demandé l'autre jour à *France Inter* la dissolution du Conseil d'analyse économique, qui ne sert plus à rien. Ils se sont déshonorés intellectuellement. Ils ont passé une vie d'enseignement et de recherche à ne raconter que des bêtises et à ne pas travailler ! Ces gens devraient

s'excuser. Les dernières forces qu'ils jettent aujourd'hui dans la bataille sont consacrées à entretenir la confusion entre protectionnisme national et protectionnisme européen. C'est-à-dire d'utiliser sans arrêts ce bouc-émissaire du protectionnisme national, (dont personne n'a parlé et que personne ne préconise, ni moi, ni Hakim El Karoui, ni Jean-Luc Gréau), et d'essayer d'empêcher le débat sur le protectionnisme européen, en faisant croire que le débat porte sur le protectionnisme national. C'est leur stratégie.

## La xénophobie est l'un des arguments utilisés, non sans mauvaise foi, par les adversaires du protectionnisme. Par ailleurs, situez-vous la Turquie dans l'espace européen ?

Sur l'intégration de la Turquie dans l'espace européen, je suis très fluctuant. Je ne me décrirais pas comme favorable. Mais ce que j'ai écrits dans *Le rendez-vous des civilisations*<sup>10</sup> sur la démographie du monde musulman montre, dans mon cas, que le protectionnisme économique n'est nullement associé à la xénophobie. L'un des gros arguments utilisés contre le protectionnisme est de dire que les protectionnistes sont xénophobes. C'est tout le contraire. Si on analyse les choses en termes idéologiques, quelle a été la grande production idéologique du monde libre-échangiste : c'est l'occidentalisme, l'islamophobie... En vérité, ce monde atomisé, individualiste, a secrété une angoisse d'agression terrible, et c'est ce monde occidental si pacifique qui lance des guerres et des invasions en Irak et ailleurs...

Nous prônons pour notre part un protectionnisme européen, plurinational. La fermeture à 27 ? Je veux bien. Mon protectionnisme, c'est déjà la foule, en interne... ■

Propos recueillis par **Karim Emile Bitar**  
*Cyrano de Bergerac 1999*  
Directeur de la rédaction

<sup>10</sup> - Emmanuel Todd et Youssef Courbage, *Le rendez-vous des civilisations*, Seuil 2007.



# Les avantages d'un protectionnisme européen

Par **Hakim El Karoui**  
Directeur Adjoint  
Banque Rotschild

*Maurice Allais avait prévenu, il y a vingt ans : « Une libéralisation totale des échanges et des mouvements de capitaux n'est possible, elle n'est souhaitable que dans le cadre d'ensembles régionaux groupant des pays économiquement et politiquement associés, et de développement économique et social comparable ». À l'heure de la dépression mondiale, au moment où l'on cherche désespérément un sens à l'Europe, la crise actuelle peut lui donner l'opportunité de s'affirmer comme espace politique fait de solidarité et d'intérêts à nouveau partagés.*

## La source de la crise, c'est la stagnation de la demande intérieure

La crise de l'année 2008 est une crise financière causée, d'une part, par la crise de l'immobilier américain – et notamment des ménages les moins solvables (*subprime*) – et, de l'autre, par les excès de financiers avides et cupides sur fond de slogan populiste tel « Tous propriétaires ! » Quant à son aggravation en 2009, elle serait due à la diffusion de la crise financière dans « l'économie réelle », expression fort étrange au demeurant.

Cette interprétation n'est pas fautive, elle est partielle. Elle méconnaît la vraie source de la crise : l'endettement des ménages américains, et, plus généralement, occidentaux. Pourquoi cet endettement alors que l'on célèbre depuis quinze ans la formidable croissance américaine ? Par l'optimisme sans mesure des Américains, par leur tradition de crédit, par la sophistication des produits financiers proposés aux ménages dont le risque était ensuite divisé à l'infini puis réparti via la titrisation, mais, aussi et surtout, parce que les salaires des Américains des classes moyennes et des milieux modestes n'augmentaient pas assez vite pour satisfaire leur besoin de consommation. Et ce qui est vrai aux États-Unis l'était aussi en Grande-Bretagne, en Espagne, en Allemagne – où les salaires réels ont baissé entre 2000 et 2005 – et, dans une certaine mesure, en France. Quand on compare la courbe de l'endettement des ménages à la balance courante du Pib américain, on se rend compte que « le déséquilibre des échanges se creuse à mesure que la dette des ménages se gonfle » (Jean-Luc Gréau, *L'Avenir du capitalisme*, Gallimard, Le Débat, 2005).

Le taux de croissance dépend de deux facteurs : la capacité technologique à

augmenter l'offre de biens et de services, la capacité sociologique à élargir la demande de ces biens et services. C'est cette capacité sociologique qui a fait cette capacité sociologique qui a fait défaut. Dans un cadre strictement identifié et notamment national, une entreprise ne fait pas de la diminution de sa masse salariale une priorité (« compromis fordiste » : j'augmente mes ouvriers pour qu'ils puissent m'acheter des voitures). Mais, dans la mondialisation, les salaires sont perçus uniquement comme un coût et dès lors, ils stagnent. L'héritier de Ford aujourd'hui pourrait dire : « je n'augmente pas mes ouvriers parce qu'ils achèteraient, sinon, des voitures à l'étranger où elles sont moins chères parce que les salaires y sont plus bas ». Mais, cette stagnation pèse sur la demande, compresse les demandes intérieures, et donc la demande globale et la croissance de l'économie : le chômage augmente alors. C'est là que se trouve la clé du problème : la demande extérieure n'est pas toujours supérieure relativement à la demande intérieure. Une augmentation des salaires et de la consommation permise par une certaine fermeture aux produits étrangers peut plus que compenser les pertes consécutives à la fermeture de certains marchés étrangers.

## Protectionnisme et théorie économique

La crise actuelle pose donc la question de la régulation des échanges : le libre-échange intégral ne peut plus être un dogme incontesté parce qu'il n'est plus adapté à la situation actuelle qui a vu l'émergence de pays à forte capacité technologique mais à coûts salariaux bas, dans une économie internationale où le prix des transports et des télécommunications a chuté de façon vertigineuse. Du coup, la mise en concurrence de salariés



# Le monde face à la crise

venus d'horizons très divers a été rendu possible et avec elle la stagnation de leurs rémunérations... et le développement de l'endettement pour remédier malgré tout à cette crise de la demande intérieure.

C'est Maurice Allais, prix Nobel d'économie en 1988, qui rappelle : « Une libéralisation totale des échanges et des mouvements de capitaux n'est possible, elle n'est souhaitable que dans le cadre d'ensembles régionaux groupant des pays économiquement et politiquement associés, et de développement économique et social comparable ». (*La Mondialisation, la destruction des emplois et de la croissance*, Paris, Clément Juglar, 1999).

Comme le rappelle Bruno Amable (Colloque Fondation Res Publica, *Mondialisation régulée des échanges*, 28/11/2005), « la théorie économique dit qu'il y a des bienfaits au libre-échange à condition de remplir certaines conditions. Notamment, il peut y avoir bienfaits du libre-échange si ça permet une meilleure réallocation des facteurs de production. Le problème est que si le libre-échange conduit à ce que dans un pays les facteurs de production ne soient pas réalloués mais inemployés – typiquement si ça conduit à mettre des gens au chômage – il est clair qu'on est hors cadre des bienfaits du libre-échange. Si on a des difficultés de réadaptation de la main d'œuvre vers d'autres activités, il est clair que la protection est, non seulement souhaitable, mais légitime d'un point de vue de théorie économique. »

la théorie économique dit qu'il y a des bienfaits au libre-échange à condition de remplir certaines conditions

## L'horizon européen

Il ne s'agit pas évidemment de reconstruire des murs infranchissables et d'imaginer une autarcie absurde. Il s'agit simplement de réguler les échanges commerciaux – comme on veut réguler l'industrie de la finance mondiale ou les émissions de CO<sub>2</sub> – en imaginant des grandes zones géographiques de taille suffisamment importante pour éviter la création de situation de rentes – le risque du protectionnisme : c'est pourquoi il ne peut être imaginé qu'au niveau européen.

De ce point de vue, les réactions protectionnistes de certains dirigeants européens, qui souhaiteraient d'une manière ou d'une autre instaurer une régulation commerciale à l'intérieur de l'Europe sont dangereuses : d'abord parce qu'elles sont inefficaces – le marché intérieur est trop développé pour permettre cela –, ensuite parce qu'elles pourraient remettre en cause le projet européen – en témoigne les réactions des pays d'Europe de l'Est au plan automobile français – au moment où on en a besoin pour penser la recomposition de l'économie mondiale.

L'Union européenne est un bon horizon car, dans un marché comme l'Europe de 450 millions d'habitants, avec des écarts de salaires de 1 à 10, les entreprises françaises ne seront pas à l'abri de la concurrence et de la nécessité d'évoluer pour continuer à être compétitives. L'Europe est la preuve que le libre-échange peut fonctionner, à une échelle régionale, s'il est régulé, organisé et s'il met aux prises des acteurs de niveau économique, technologique et démographique comparable.

L'image la plus juste est, je crois, celle de l'écluse : une écluse n'est pas un barrage – ou une muraille de Chine –, c'est un dispositif qui permet à l'eau de couler (et à la mondialisation de continuer) tout en permettant des mises à niveau. Une régulation commerciale au niveau européen peut donner des protections pendant un temps, le temps de permettre la mise à niveau asiatique : si la mise à niveau asiatique est longue, l'écluse restera longtemps. C'est une autre forme régulée d'économie de marché.

## La mise en œuvre

La mise en œuvre de cette politique ne doit pas être brutale ni caricaturale : il ne s'agit pas d'enfermer l'Europe, de renoncer aux changements et de créer des rentes. Il faut trouver le bon niveau de protection, avec des analyses secteur par secteur *ex ante* et des évaluations *ex post* régulières. Le protectionnisme ne peut être que partiel. Il doit être dosé de

manière à ce que chaque économie puisse bénéficier d'une concurrence effective et des avantages procurés par les échanges avec l'extérieur. Il doit être concomitant à un libre-échange lui aussi partiel, auquel il apporte une limitation et un frein.

Quand on regarde dans le détail, un certain nombre de dispositifs sont envisageables, que l'on peut regrouper en quatre secteurs : le commercial, le financier, l'industriel et le juridique. En matière commerciale, on pourrait bien sûr imaginer un nouveau tarif extérieur commun qui pourrait débiter par une phase expérimentale. L'inconvénient est qu'il traiterait de la même manière la Norvège et la Chine. Autre problème, il est pratiquement impossible de procéder à une évaluation du prix de chaque produit dans chaque pays. Des milliers de fonctionnaires n'y suffiraient pas. Les décisions seraient arbitraires, devraient être modifiées constamment, et seraient très difficiles à négocier. Ensuite et surtout, le système des changes flottants rend impossible tout calcul de tarif compensateur : on aurait bien du mal à déterminer les taux de change d'équilibre du dollar vis-à-vis de l'euro ou du yen.

Le système probablement le plus efficace serait les quotas d'importation, solution que préconise Maurice Allais (*op. cit.*, 1999). Le système de contingents vendus aux enchères est le système le plus facile à établir, le plus efficace et le plus compatible avec les principes généraux d'une économie de marché. Il n'implique qu'une seule décision par produit : déterminer la fraction maximum de la consommation communautaire de ce produit susceptible d'être assurée par des importations. Il n'y aurait pas de contingents pour les produits que la communauté ne produit pas, par exemple les matières premières, les produits tropicaux et les produits artisanaux ou pour ceux qu'elle ne produit plus (ordinateur par exemple). Pour tous les autres, la protection reposerait sur la vente aux enchères de contingents pour chaque produit ou groupe de produits : le produit de la vente aux enchères pourrait être utilisé pour des grands programmes industriels, des subventions aux exportations ou pour de la coopération économique



avec des pays du Sud. Selon Allais, la valeur moyenne de ce pourcentage pourrait être de l'ordre de 80 %. À l'intérieur de la communauté, la concurrence serait bien entendu entièrement libre. Ce système permettrait d'éviter la disparition partielle ou totale de secteurs entiers d'activité. Il n'y aurait aucune subvention interne. Ce système n'aurait aucun coût budgétaire. Pour l'agriculture, le même système pourrait être mis en place, sauf qu'on abaisserait le tout à 10%. Les accords multi-fibres de 1974 entre la Communauté économique européenne et les États-Unis, d'une part, et certains pays en développement exportateurs (en particulier les quatre dragons du Sud Est asiatique), d'autre part comme la limitation «volontaire» du Japon en 1981 des exportations japonaises à 1,68 million d'automobiles vers les États-Unis reposaient sur ce principe.

Autre solution, la mise en œuvre de taxes anti-dumping qui existent déjà pour certains produits : les vélos importés de Chine sont taxés à 47 %, ce qui a permis à l'industrie européenne du vélo de garder 70% de parts de marché. Et, depuis le 7 avril 2006, une taxe anti-dumping de 19,4% a été imposée sur les importations de chaussures chinoises. Et le principe de cette taxe anti-dumping pourrait être élargi pour lutter contre le dumping social. Deuxième piste d'action, la souveraineté européenne en matière industrielle. On pourrait recommencer à organiser à l'intérieur de l'Europe la coopération entre de grands acteurs industriels pour qu'ils partent à la conquête de marchés extérieurs ensemble. Pourquoi ne pas imaginer une *Task force Chine* de la Commission européenne chargée de coordonner la réponse aux appels d'offre des grandes entreprises européennes afin d'éviter qu'elles ne se fassent concurrence entre elles. En clair, pourquoi Alstom et Siemens ne s'allient-ils pas pour aller en Chine ? Il est urgent également d'encourager le rapprochement de grands groupes nationaux pour qu'ils constituent des entreprises européennes :

**Il est urgent également d'encourager le rapprochement de grands groupes nationaux pour qu'ils constituent des entreprises européennes**

on a su le faire avec Airbus qui

est l'alliance d'un Français et d'un Allemand et de deux sous-traitants espagnol et britannique. Pourquoi ne peut-on pas encourager le rapprochement de champions nationaux de l'énergie qui permettraient par exemple une coopération à grande échelle sur les techniques de l'après pétrole ?

En matière juridique enfin, il y a beaucoup à faire pour que l'Europe impose ses normes, mette au point une préférence communautaire pour les marchés publics et lutte de manière plus efficace contre la contrefaçon : les faux produits de luxe, mais aussi les faux médicaments, jouets ou autres pièces automobiles font perdre 200 à 300 milliards d'euros par an à l'économie de la planète, dont 6 milliards pour l'économie française. Chaque année, la contrefaçon détruit 200 000 emplois en Europe dont 30 000 en France. La plupart des contrefaçons viennent d'Asie, Chine en tête : 41 % des articles saisis en 2005 venaient de la région. Phénomène inquiétant, la France n'est plus comme en 2002 un pays de transit pour la marchandise copiée : elle est devenue un pays de destination et Dubaï sert de plaque-tournante à la contrefaçon chinoise. Il est temps que l'Europe fasse payer des amendes importantes à ceux qui tolèrent ces pratiques sur le thème « copier n'est pas voler ». Le traité instituant l'OMC, signé à Marrakech au printemps 1994, prévoyait que les pays irrespectueux des lois protégeant la propriété

industrielle, devraient se mettre en règle dans un délai maximal de dix ans, faute de quoi ils s'exposeraient à des poursuites. Il serait temps que l'Union européenne mette à l'ordre du jour des discussions au sein de l'OMC cette question de la contrefaçon qui ne l'est toujours pas.

On objectera que le Sud va pâtir de ce choix. N'oublions pas que le Nord est beaucoup plus « ouvert » que le Sud et que l'on peut élargir le cercle européen au cas par cas. On dira aussi que le vrai danger réside dans les mesures de rétorsion : c'est là où il faut étudier la nature des importations dans les pays émergents et

leurs déterminants. Contrairement aux importations dans les pays développés, le déterminant n'est pas le prix mais la qualité et dans certains cas le fait tout simplement qu'il n'y a pas d'autres sources d'approvisionnement. La Chine ne va pas taxer les Airbus en rétorsion de mesures protectionnistes européennes pour la bonne et simple raison qu'elle n'a aucun intérêt à se retrouver en tête à tête avec Boeing ! Autre avantage, une production relocalisée et une plus grande proximité de ses marchés permettra de limiter les risques environnementaux que la production segmentée au niveau planétaire aggrave. Les fraises chinoises sont devenues très compétitives mais elles réclament vingt fois plus d'équivalent pétrole que la fraise du Périgord. Durant les trente dernières années, on a clairement favorisé les économies d'échelle, avec des usines de plus en plus grosses, capables de desservir des zones de plus en plus vastes. Du fait de la contrainte énergétique, le mouvement devrait être amené à s'inverser.

## Conclusion

À l'heure de la dépression mondiale, au moment où l'on cherche désespérément un sens à l'Europe, la crise actuelle peut lui donner l'opportunité de s'affirmer comme espace politique fait de solidarité et d'intérêts à nouveau partagés. Mais, le plus simple est peut-être d'écouter un président des États-Unis, Théodore Roosevelt, qui déclarait en 1901 dans son adresse au Congrès : « notre premier devoir est de nous assurer que la protection qu'offre le tarif est maintenue dans tous les cas où elle est nécessaire et que la réciprocité ne doit être recherchée que dans la mesure où elle peut être accomplie sans léser les industries nationales » : en un siècle, les lois économiques n'ont pas changé. ■





# L'OMC face à la crise

Par Pascal Lamy

Léon Blum 1975

Directeur général de l'Organisation mondiale du Commerce

*Dans un environnement économique dégradé et incertain, aux mécanismes micro-économiques nouveaux et complexes, les institutions internationales, les gouvernements nationaux et organes de régulation doivent, non seulement pleinement jouer leur rôle, mais aussi faire en sorte de renforcer l'architecture et les moyens de la coopération internationale là où ils ont failli. La lutte contre le protectionnisme, l'achèvement du cycle de Doha et le renforcement de la gouvernance économique mondiale font partie des priorités de l'OMC.*

L'économie mondiale fait face à l'une de ses pires récessions depuis la Grande Dépression des années 1930. Ses causes sont bien identifiées: l'éclatement d'une bulle financière à la fin d'un long cycle de croissance, dans une économie mondiale plus inter-dépendante que jamais, et qui s'est propagé à l'économie réelle. Cette propagation a surpris par sa vitesse depuis la fin de 2008 : une propagation tant de l'économie financière vers l'économie « réelle », que des pays développés vers les pays en développement.

Les ressorts de la « mondialisation » n'y sont pas pour rien : l'internationalisation de la production, accompagné d'une internationalisation de son financement, a entraîné un fractionnement de la valeur ajoutée entre de nombreux pays, qui sont du coup liés par le commerce international généré par ces chaînes de production mondiales et le développement du commerce intra-firme. Depuis une décennie, ce phénomène, appuyé par un puissant flux d'investissements directs, a fait croître l'économie mondiale. De manière symétrique, en période de basse demande, ce phénomène de « dilatation-contraction » peut accélérer la récession.

Les dernières prévisions des institutions internationales suggèrent que l'économie mondiale atteindrait au mieux un point mort en 2009. Les économies industrielles connaissent déjà une nette récession, tandis que les pays émergents et en développement croissent très au-dessous de leur « potentiel » de ces dernières années.

Le commerce mondial, dont la croissance a déjà ralenti de moitié en 2008, serait la première victime collatérale de ce ralentissement économique. En regardant du côté de la demande, le pouvoir d'achat des principaux pays importateurs – les

pays développés – étant érodé, les pays les plus dépendants de leurs exportations par rapport à leur richesse nationale et leur endettement, c'est-à-dire les pays en développement, sont donc particulièrement vulnérables. C'est pourtant sur leur dynamisme que l'économie mondiale compte pour rebondir.

Dans cet environnement économique dégradé et incertain, aux mécanismes micro-économiques nouveaux et complexes, les institutions internationales, les gouvernements nationaux et organes de régulation doivent, non seulement pleinement jouer leur rôle, mais aussi faire en sorte de renforcer l'architecture et les moyens de la coopération internationale là où ils ont failli. Le Forum de Stabilité financière, l'organe de coordination des institutions financières publiques, le reconnaît lui-même: la crise financière actuelle est pour beaucoup liée à la défaillance des systèmes de prévention et de supervision des activités

financières. Les défaillances dans l'appréciation du risque par les acteurs financiers privés auraient dû être mieux détectées par les autorités réglementaires et de supervision. Or non seulement la réglementation s'est révélée inadéquate face aux nombreuses innovations de marché, mais

**Il allie le combat contre le protectionnisme et des disciplines en matière de politique commerciale qui ont été construites, brique par brique, depuis plus de soixante ans**

les superviseurs nationaux, dont les moyens et compétences sont souvent fragmentés par marché et par niveau territorial, ont manqué de moyens et de coordination dans leurs contrôles.

Quel est le rôle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) dans ce contexte ? J'en vois trois : fournir une police d'assurance contre une possible montée du protectionnisme qui nous ramènerait aux heures les plus sombres de l'histoire politique et économique du XX<sup>e</sup> siècle. Conclure les négociations en cours dans le cycle de Doha, qui est porteur de gains



## Le monde face à la crise

économiques valant bien des plans de relance. Enfin, contribuer au renforcement de la gouvernance économique mondiale, afin que la police d'assurance anti-crise et anti-contagion que représente le système commercial multilatéral s'élargisse à tous les domaines de la politique économique, dans le cadre d'une coopération multilatérale réformée et élargie.

### Fournir une politique d'assurance contre la montée du protectionnisme

L'OMC est un système de régulation à la fois ancien, éprouvé et sophistiqué. Il allie le combat contre le protectionnisme et des disciplines en matière de politique commerciale qui ont été construites, brique par brique, depuis plus de soixante ans. Ces disciplines sont périodiquement remodelées, revisitées, et étendues à de nouveaux domaines en fonction de l'évolution des relations commerciales entre les États et des innovations de marché.

Le système OMC est effectivement sophistiqué car il comprend à la fois des mécanismes de surveillance et de règlement des différends, qui rendent l'usage de mesures protectionnistes plus difficiles pendant les périodes de crise, c'est-à-dire les périodes pendant lesquelles la pression des lobbies est la plus forte. Il est d'ailleurs remarquable de constater que contrairement à la crise de 1929, pendant

laquelle les États-Unis ont pris des mesures protectionnistes (loi Smoot-Hawley) qui ont dégénéré en rétorsion sans fin entre les grandes puissances commerciales, la crise asiatique de la fin des années 1990 n'a donné lieu à aucun mouvement notable de repli sur soi. Le maintien de marchés ouverts et solvables, notamment aux États-Unis et en Europe, a accéléré la remise sur pied des économies en crise.

La crise était financière, la solution s'est trouvée être largement dans le recours au commerce international. Même si l'on peut rendre hommage au sens des responsabilités des gouvernements de

l'époque, il reste que le système OMC, qui vivait là son vrai premier « test » de solidité et de solidarité, a rendu la mise en œuvre d'un protectionnisme déclaré très difficile à assumer politiquement dans un système collectif comme le notre, qui proscrit l'unilatéralisme. Aussi est-il important de continuer à « investir » dans ce système, de renforcer ses règles face aux nouvelles formes de protection qui ne manquent pas d'apparaître à la frontière ou dans l'application des réglementations nationales.

La politique d'assurance contre le protectionnisme sera d'autant plus efficace que le système commercial multilatéral sera rendu plus robuste, plus à jour, et plus transparent dans ses règles. C'est bien là un des objectifs du cycle de Doha, mais avant d'y venir, je tiens à mettre en lumière l'importance du rôle de la surveillance multilatérale.

Parce que l'OMC existe et ses mécanismes de règlement des différents fonctionnent, parce que l'OMC a résisté aux crises des pays émergents des années 1990 et du début des années 2000, parce que l'OMC a favorisé l'intégration de nombreux pays

dans le développement des échanges internationaux, le spectre du protectionnisme paraît à jamais disparu. La mémoire humaine est courte, et les leçons de l'histoire sont parfois oubliées. Une mesure isolée, prise par un membre de l'OMC, peut provoquer une réponse *a priori* pro-

portionnée d'un autre partenaire ; qui lui-même sera victime d'une autre mesure jugée mesurée par un État tiers. Et de fil en aiguille, l'abstrait et l'impensable se réalisent, la solidarité s'étirole et le système perd ses crans de sûreté. Le danger du protectionnisme est donc bien là, particulièrement si la récession est longue. C'est pourquoi j'ai décidé d'utiliser les dispositions de l'OMC en matière de transparence pour recenser régulièrement les mesures de politique économique pouvant impacter les échanges internationaux en laissant aux membres de l'OMC le soin d'en débattre entre eux,

sans contrainte légale, dans le cadre de ce que les Anglais appellent la « pression des pairs » (*peer pressure*). Cet exercice d'introversion est salutaire, car il crée les conditions d'un débat préventif sur le pour et le contre de la solidarité multilatérale par rapport à la fuite en avant de l'unilatéralisme.

### Terminer le cycle de Doha

Je l'ai dit récemment, le commerce fait partie de la solution à la crise actuelle. Il s'agit non seulement, en maintenant les marchés ouverts à leur niveau actuel, de permettre aux nations de sortir plus rapidement des épisodes de crise, mais de surcroît créer de nouvelles opportunités d'exportation et de croissance en concluant le cycle de Doha. Au cours de l'année 2008, les négociations ont progressé de manière substantielle – on peut même dire qu'environ 80 % du chemin, par rapport à des objectifs très ambitieux, a été parcouru. Le terrain sur lequel bâtir un accord en 2009 est donc solide. Que l'on en juge : selon les paramètres actuels, un accord verrait les plafonds de la partie des subventions agricoles internes des grands pays producteurs qui perturbent les échanges baisser de plus entre 80 % et 70 %, les subventions à l'exportation disparaîtraient, et les droits de douane sur les produits agricoles et industriels seraient réduits de moitié.

« L'appel d'air » crée en faveur des exportations et la production des pays en voie de développement vaudrait beaucoup plus que bien des plans de relance budgétaires. Aussi, la demande globale en serait stimulée : rien qu'en réduction de droits de douane, les consommateurs internationaux gagneraient plus de \$150 milliard de pouvoir d'achat – c'est deux fois environ le montant du plan de relance de certains grands pays européens. Si l'on calcule les gains d'efficacité et de productivité générés par cette nouvelle phase d'ouverture régulée des marchés, on pourrait multiplier ce chiffre par quatre ou cinq, une bonne part allant aux pays en développement. Dans les pays industrialisés, la baisse des prix liée à la réduction des subventions agricoles et des tarifs industriels, bénéficierait en tout premier

La crise était financière, la solution s'est trouvée être largement dans le recours au commerce international



lieu aux ménages ayant la plus grande propension à consommer, à savoir les ménages à revenus modestes. À l'heure où le débat est ouvert sur le contenu des plans de relance budgétaires, voilà un coup de fouet donné au consommateur ! Encore faut-il que les plans de relance actuels ne contiennent pas des mesures discriminatoires contre les producteurs étrangers, ce qui ne serait pas de nature à créer un environnement favorable pour terminer les négociations actuelles. Lutte contre le protectionnisme et avancée du cycle de Doha sont donc intimement liées.

Et de fil en aiguille,  
l'abstrait  
et l'impensable  
se réalisent,  
la solidarité s'étiole  
et le système perd  
ses crans de sûreté

### L'OMC et la nouvelle architecture internationale

Quoi que les commentateurs en disent, le processus amorcé au sein du G-20 par les chefs d'État indique clairement que le monde de l'après crise ne ressemblera plus au schéma d'autrefois. Ce ne sera peut-être ni le « big bang » prôné par les uns, ni les changements cosmétiques espérés par les autres. Le débat sur la représentativité et la gouvernance de certaines institutions internationales, l'efficacité de la surveillance des politiques économiques et leur rôle de prévention, et sur le traitement des « trous » noirs de l'architecture internationale, ne fait que commencer. Ces débats déboucheront, n'en doutons pas, sur un système international différent, plus inclusif, mieux intégré et coordonné.

La construction et le fonctionnement de l'Organisation mondiale du commerce peut, à ce titre, apporter bien des enseignements, sans toutefois avoir la prétention de s'ériger en modèle. L'OMC défend l'ouverture maîtrisée des échanges, qui permet d'offrir des opportunités d'intégration économique à tous les pays du monde; ses règles et disciplines combattent le protectionnisme et l'unilatéralisme notamment en période de récession; et son fonctionnement favorise la prise en compte des intérêts de tous ses États-membres. L'OMC fonctionne par consensus, qui doit intrinsèquement refléter la diver-

sité des intérêts de ses 153 membres, qui sont nombreux selon les niveaux de développement et les sujets. C'est pourquoi il est si ardu de conclure un cycle de négociation. Chacun doit s'y retrouver.

Par ailleurs, les positions des membres n'est pas « figée », elle évolue en fonction de l'intégration de ces pays dans l'économie mondiale, et de l'évolution de leur spécialisation internationale. Aussi, on peut dire de ce point de vue que l'OMC est une institution « moderne » car elle permet à des coalitions de membres de s'associer, temporairement, en fonction d'intérêts communs, sur un sujet ou un

autre, sans toutefois constituer de « blocs » immuables, ceci donnant une grande plasticité à l'organisation. Par ailleurs, le consensus n'empêche pas l'organisation ordonnée de négociation, par groupes concentriques, et par sujets. L'OMC offre, enfin, un exemple de régulation multilatérale. Contrairement à une thèse souvent soutenue chez nos compatriotes, l'ouverture des marchés n'implique pas la dérégulation. Elle signifie, simplement, que les importations ou les opérateurs étrangers sont soumis aux mêmes règles que la production ou les opérateurs nationaux. L'OMC est consciente de la nécessité de renforcer le multilatéralisme en cette période ou le repli sur soi, tant sur le plan bancaire, commercial, fiscal, peut paraître tentant. C'est la seule organisation dotée d'un mandat dit de « cohérence », prônant une articulation coopérative des politiques économiques dans des domaines divers et établissant un lien organique avec les autres organisations internationales. La manière dont elle arrive actuellement à mobiliser les autres institutions dans le domaine de la relation commerce et finance (avec le souci de renforcer l'intervention publique dans le financement du commerce international) et la relation commerce et développement (avec la mobilisation de financement concessionnel pour l'aide aux infrastructures de commerce) en est un bon exemple. L'architecture à redéfinir est un chantier

passionnant, car elle devra, comme beaucoup d'activités économiques actuelles, fonctionner en « réseaux » de coopération inter-institutionnelles, plutôt que selon un mode hiérarchique. Dans ce moment crucial, nous, responsables d'institutions internationales, sommes tous mobilisés dans cette réflexion stratégique. ■



# The crisis seen by an American conservative economist



Interview with Peter Schiff

*Peter Schiff is an economist, an author, and a frequent guest on US financial news programs, on networks such as CNN, CNBC, Fox and Bloomberg. He is the president of Euro Pacific Capital, Inc, a brokerage firm based in Connecticut. He is a supporter of the Austrian School of Economics and was an economic advisor for Ron Paul's campaign, in the 2008 Republican Party primaries. He accurately predicted the crisis of 2008. In May 2006, he forecasted that the US housing market was a bubble that would soon burst. In August 2006, he said : "The United States economy is like the Titanic and I am here with the lifeboat trying to get people to leave the ship... I see a real financial crisis coming for the United States." Several videos available on YouTube.com show Peter Schiff offering bearish views on the economy and confronting sceptic journalists or complacent bullish commentators, in the three years that preceded the crisis.*

**You were one of the very few experts who predicted the current economic crisis. What were the main factors that worried you and led you to forecast the collapse that we are witnessing? And how do you explain the fact that most experts overlooked these factors?**

The crisis reached a hit point a couple of years ago. The reason that most people did not see the crisis coming is because they still do not understand what the problem was, as evidenced by all the solutions that are being proposed and implemented, which will simply make the problem worse. What people do not understand is that the economy as it existed in the past in America was phoney. It was a bubble built on a false paradigm of consumer spending and endless credit from abroad. They thought that we could build an economy based on buying stuff. And that is the fallacy. And I knew that borrowing money to consume was eventually going to lead to ruin, that we were allowing the really productive parts of our economy to disintegrate beneath our feet. The giant consumer society depended on an endless stream of credit and continuously low interest rates, and I knew this was a house of cards that we were erecting. It was going to collapse. Most people did not understand that. They thought that everything was great. They thought consumers spending money constitutes economic growth. They still don't understand basic economics and are recreating the conditions that led to this crisis. They are trying to get Americans borrowing money again and spending money again. They still don't understand that the free market is trying to reign in all these excesses, that this recession is actually a good thing. It is a painful thing, but it is a necessary process that we need to endure. If we try to

short circuit it, and try to undo what the market is trying to accomplish, we are going to lead to a far greater disaster and one from which we may never recover.

**When and how did it all start, this tendency to borrow and consume, and this decline of the savings rate? In the 1990s?**

It started even earlier than that. It's been building since the 1970s and 1980s but it got much worse in the 1990s with the stock market bubble, as we had this phoney economy in the 90s based on the bubble. Americans began to spend their stock market wealth and it was phoney wealth and our trade deficit started to increase. But it really went out of control after the burst of the NASDAQ bubble when we blew up the real estate bubble. We slashed interest rates down to nothing and that is when our trade deficit went from \$10 or 15 billion a month to \$ 60 billion a month<sup>1</sup>. And our savings rate went through zero. So that was the end of it, the end of our spending binge. We went for one final hurrah when we borrowed trillions and just went on a global spending binge and we also went on a real estate construction binge. We are now broke. And the world has lost a lot of money loaning us money because we cannot pay them back.

**So you do not agree with all those who argue that it was the repeal of the Glass-Steagall Act that caused the subprime crisis. Here in Europe, most economists and government officials incriminate excessive deregulation.**

That is very convenient for politicians. They look at deregulation as a problem because they want more government as a solution. When you're a hammer, everything looks like a nail ! That's how the





government thinks. Governments always want to be bigger, to expand, to increase their control over the economy. They want more regulation. Most politicians think that they know better than the free market. They think that businessmen are greedy and that their actions hurt people. They think politicians are benevolent and that the government can do a better job of allocating resources. Most politicians at heart are not capitalists. That's why they go into government. And they seize the opportunity to blame the free market for all the problems that they create and their solution is always more government. The reality is that governments create these problems. Obviously, government wasn't alone but government laid the foundations. Government set in motion the process. They put in the incentives for everything that happens. They're the ones that slashed interest rates down so low. They're the ones that created Fanny Mae and Freddy Mac, they're the ones that created the tax code with all the various incentives to speculation, particularly in real estate, and the built in impediments to savings and productive investments. The government rewarded all the wrong things and discouraged all the right things. We substituted the judgement of the politicians to the judgement of the free market, and now we can see the mess that they made.

**You used very harsh words to describe the Paulson plan and the stimulus package. You said it was a "national disgrace". You even used the word "fascism". I understand where you're coming from, but people are asking today what would be the appropriate alternative? Should we allow the collapse of so many industries?**

Well, the appropriate alternative is to let businesses fail. We have to allow capital to be reallocated towards the new companies of the future, in industries that we do need. We cannot keep propping up unproductive industries that we don't need. We don't need all these Wall Street investment banks. We never did.

**What about the automotive industry? Doesn't the US need an automotive industry? Should we allow it to go bankrupt and unemployment to rise a lot?**

Well, you assume that if the government allows the automobile companies to go bankrupt, the result will be fewer people employed in automobiles. I disagree. I think that if we let the automobile companies go bankrupt, and we bust up the unions and get these companies out from under their pension obligations and all their debt load, I think these companies will be in much better shape, they will be under new management, and I think the resources are still there, the plants and the people. So I think more people will be employed working in GM and Chrysler plants in the future if we let the companies go bankrupt. You're assuming that if we allow them to go bankrupt, skilled workers who know how to make cars are just going to sit there, and that nobody is going to employ them. What we need is entrepreneurs to put together these plants and these workers in such a way that they can produce competitive cars and export them. And that is never going to happen if the government entrenches the failed management of the past.

**Ok, but the transition is going to be very hard and the demand is going to decline.**

Transitions are never easy on anybody, but we have to let it happen. The classic example is that when the automobiles came into existence, the old buggy wood plants closed down. For a while, there was a transitional problem. People were employed making buggies and lost their jobs. Should the government have kept the buggy wood manufacturers in business to prevent that transitional unemployment?

**In the US as well as in Europe, some people are arguing that protectionism might be the solution. What do you respond to that?**

They assume that the enemy is free trade. Free Trade is not why the economy is in trouble. Of course, part of the reason why we are in trouble is that there has

been too much money trade going on. The world exports to America, and America exports nothing but our IOUs<sup>2</sup>. That has to stop, but interfering with legitimate trade is going to make the situation worse not better.

**They argue that the Chinese case poses a whole new challenge to traditional free trade theories. Trying to remain competitive at all costs is keeping salaries down in Europe, and protectionism, if implemented at a European level, could bolster internal demand and allow higher salaries. The old competitive advantage paradigms are no longer valid when we're dealing with a giant country with very low wages.**

That's true. Part of the problem is that the Chinese currency is too low. The Chinese government should allow the Chinese RMB to rise. That's true, but this is a problem because of government. It is government intervention that is artificially suppressing the Chinese currency and propping up the US dollar. I believe that the government should stop interfering. But the problem is not free trade. It is a problem of the government manipulating currency values, which is what they are doing. I think when the US accuses China of being a currency manipulator, the reality is that they are arguing it but they are manipulating currencies to our advantage. They are keeping the dollar up, which is helping Americans consume beyond their means, which is helping to perpetuate the malinvestments and the imbalances that are threatening the global economy.

**What are going to be the main negative consequences of the current stimulus package in your point of view?**

The main negative consequences are inflation, and the fact that it is preventing the economy from rebalancing. It is fundamentally weakening our economy by making us less productive and less efficient. Market solutions are preferable to government solutions. And ultimately, I think the government is laying the founda-

1 - US trade deficit went from \$180 bn in 1998 to \$ 758 bn in 2006  
2 - An IOU (I owe you) is a document acknowledging debt.



# Le monde face à la crise

dation for a much bigger crisis yet to come. If we turn back the clock to 2001, when George W. Bush first came into office and inherited the bursting NASDAQ bubble from president Clinton, if he had allowed the recession to be more severe back then, we would not be in the same circumstances today. But because the government came to the aid of the economy, we are now suffering the consequences of the government's help. And if the government continues on its present course, the real crisis is not going to be about the bubble, it is going to be about the consequences of the government cures, the government's stimuluses and bailouts. They are going to make the economy far worse than it would have been if we just had to deal with the consequences of the last bubble. We would have been in much better shape today if there had been no housing bubble, if there had been no subprime market, and all this only happened because of the way the government tried to artificially stimulate the economy after the NASDAQ bubble burst, and after September 11. We're simply reaping the whirlwind of what the government sowed.

**Over here in Europe, most economists, even those who are supporters of free market capitalism, argue that even though the market is the most efficient system, it creates social inequalities and imbalances. They feel that if left entirely alone, the market and free market ideologies might endanger social cohesion.**

That's just not true. You have much more inequalities created by socialism and government. What happens there is that everybody is poor and a few people who have political connections are rich. In a free market, there is going to be a lot of inequalities but everybody is better off. So there is always going to be rich people and poor people, but the poorest people in a free economy are still going to be much better off than everybody else in a socialist economy. No two people are the same. Some people are smarter and some people are more ambitious. So some people are going to be more suc-

cessful than others. But the beauty of the free market is that each individual pursuing his own self-interest and his own success, helps everybody out. That's Adam Smith's invisible hand and that's what people have to understand. The invisible hand is there and it works.

**These are very unpopular views in Europe. You are close to the Austrian school of economists. Today, Europe is full of Keynesian economists and Austrian School Economists seem marginalized.**

The problem is that politicians don't like the Austrian school, because the Austrian school is anti what they want to do. Politicians want to do stuff, want to help, want to get elected based on promising to improve people's lives. The Austrian school realizes that these are empty promises, that the best thing they can do is leave us alone. There are not a lot of Austrians in governments. There are not a lot of Austrians in the Universities because people who are in the teaching profession resent free markets. They think that they are so much smarter than everybody. And they look down on other people who are richer. They do not like a system that rewards athletes or that rewards entrepreneurs more than themselves. And they get jealous, and they say: the reason I am not rich is that I am not greedy, I am not mean... This is what happens in Academia, and in the press too. Reporters don't earn a lot of money. There are a lot of other benefits, and a lot of things that are fun about being a reporter or a teacher, but they shouldn't get resentful because they don't earn enough money.

**What do you think should be the role of the World Bank and the IMF in the current crisis?**

I don't think they should have a role. I don't think they should exist ! To some extent, the World Bank and the IMF have been issuing warnings over the years and saying that the global imbalances were creating a problem and that one day there was going to be a price to pay, but other than that, I see it as politicians diverting

money to other politicians, and the money would be better left in the private sector.

**Do you think that in a few years, if the stimulus package fails, your ideas, which are those of the minority today, will become popular again?**

Ultimately, the things that I was saying about the coming credit crisis and the big recession that was coming and was going to last years and be the worst since the last depression, I was saying that two or three or four years ago and nobody believed me. Now, everybody is talking about this. As time goes by, more and more people I think are going to come around to my way of thinking as more and more of my predictions come true. The economy is not going to get better as a result of whatever the government is doing. It's going to get worse. So at some point, we are going to need a different approach. President Obama campaigned on change. Eventually, we'll need to get some change.

**What do you think about the dollar? Isn't it going to drop?**

Yes, it's going to. The one thing that's keeping the US afloat right now, that is keeping the problems from being worse for America, and that is exasperating the problem in other countries, is the strength of the dollar. And if the dollar collapses, then the rest of the world will be in much better shape. America will begin to really bear the brunt of this crisis.

**Is it a matter of months before the dollar collapses?**

There is no way to know the timing, but I think at some point in time, the dollar is going to drop like a stone. I think it's going to be a real collapse. If Gold keeps going up, it is going to undermine the confidence in the dollar.

**Do you think that the Chinese will continue lending money to the US?**

No. Not at some point. They're doing it now. But you can't lend money to somebody indefinitely who's never going to pay you back. The Chinese



aren't really lending us anything, they're giving us money. At some point, they'll stop giving us money. I don't know when. The sooner the better for everybody I think, even for America. Because I think all the Chinese are doing, and other countries, are enabling our bad habits, they're helping us dig ourselves into this deeper hole. What we need from the world as Americans is tough love. We need the world to stop lending us money. We're never going to reform our ways unless the austerity is forced upon us from our creditors. As long as the world is going to lend us money, we'll go right on spending it.

**A final word about politics perhaps. You were a close advisor to Republican candidate Ron Paul during the Presidential Campaign. What would he have done differently?**

Everything. Ron Paul wants to restore sound money, to go back to the Gold Standard, to shrink the government, abolish government agencies and departments, abolish the income tax on individuals and corporations. He was for real reform, for shrinking government and re-empowering private individuals and free markets. And he would allow the recession to run its course, it's just something that we need to do. We need a recession because of the phoney econo-

my that bad monetary and fiscal policy blew up. If we had free markets all along, there would be no need for this painful recession. We shouldn't be stimulating at all. What they're stimulating is not the economy. They're stimulating more debt and more consumption, which is exactly what we don't want. That's why we're in this mess. What they're doing is throwing gasoline on fire. It's just going to make the fire bigger. ■

Interviewed by **Karim Emile Bitar**  
Editor

# SANS LUI, ÇA N'EXISTERAIT PAS SANS VOUS, ÇA N'EXISTERAIT PLUS.

C'est un artiste qui eut l'idée de lancer un appel à toutes les bonnes volontés en octobre 1985 sur les ondes d'Europe 1 pour distribuer des repas aux plus démunis. Les Restos du Cœur naquirent cet hiver-là. Sans Caluche et sa persévérance qui l'a amené à plaider cette cause devant le Parlement Européen, les Restos n'existeraient pas. Depuis, des dizaines de



milliers de bénévoles participent chaque année à ce grand élan de générosité qui a permis en 2004/2005 de servir plus de 67 millions de repas, d'assister 20 000 bébés et d'animer 175 ateliers et jardins d'insertion. Aujourd'hui, Caluche n'est plus là mais l'idée de lutter contre l'exclusion en donnant nourriture, chaleur et réconfort est plus que jamais d'actualité. Il est de notre responsabilité de la faire vivre.

Envoyez vos dons aux Restaurants du Cœur, 75515 Paris Cedex 15 ou [www.restosducoeur.org](http://www.restosducoeur.org)



Les Restos du Cœur remercient vivement ce titre de presse de s'associer à leur action en leur offrant cet espace.



# La crise, éruption géopolitique



Par **Philippe Moreau Defarges**<sup>1</sup>  
*Robespierre 1970*  
 Diplôme honoraire  
 Chercheur et co-directeur du rapport  
 RAMSES à l'Institut français des relations  
 internationales (IFRI)

*Toute crise, telle une éruption volcanique, résulte du très long travail de forces profondes.*

*Dans les coulées de lave, se mêlent des éléments très divers : décisions humaines souvent aveugles, ne produisant pas les résultats attendus ; dérèglement des mécanismes sociaux ; déplacements lents mais inéluctables des équilibres géopolitiques. Les crises opèrent comme des révélateurs, des accélérateurs, des amplificateurs, rappelant aux hommes qu'ils sont plus agis qu'ils n'agissent, poussés, bousculés par des phénomènes qui les dépassent.*

Dans cette crise des années 2000, réapparaissent des réactions bien connues : souci des gouvernants de montrer qu'ils dominent les événements ; mais, sous la détermination de façade, un désarroi mal dissimulé, des États lourdement débiteurs trouvant pour seule issue une augmentation de leur endettement. Du point de vue géopolitique, cette crise – comme toute grave turbulence historique – accouche de ce qui était en gestation depuis des décennies et rappelle aux hommes que l'histoire ne leur appartient pas mais qu'elle les pousse en avant comme ces foules emportées par des passions aveugles et brutales.

## Les États-Unis, géant terrassé.

« La roche Tarpéienne est proche du Capitole » répétait dans l'oreille de tout général romain triomphant un esclave rappelant au maître du jour qu'il pouvait le lendemain n'être plus rien. En deux siècles, les États-Unis s'imposent en gardien des équilibres planétaires, en vainqueur écrasant de tous les démons : Allemagne de Guillaume II puis de Hitler, bloc soviétique. En ces années 2000, le colosse, après avoir été proclamé « hyperpuissance », est brutalement à terre, sur-endetté et enlisé dans tant de conflits (Israël-Palestiniens, Irak, Afghanistan...). Les États-Unis ne sont probablement plus dans leur phase ascensionnelle. Toute puissance, même la plus remarquable (Rome, Chine impériale, Angleterre victorienne...), se fatigue et se lasse. Autour des États-Unis, d'autres colosses (Chine, Inde, Brésil...) s'agitent. Le plus important est ailleurs : l'impressionnante victoire des États-Unis, la diffusion quasi-planétaire des valeurs occidentales : individualisme, démocratie, marché..., se retourne désormais contre eux, les « autres » n'ayant qu'une ambition : brander contre Gulliver affaibli ses principes

d'égalité, de respect du droit, d'épanouissement des nations. L'Amérique peut-elle encore imposer ? La voici probablement vouée à négocier, à chercher des compromis boiteux ou précaires, notamment au Moyen-Orient, de la Turquie au Pakistan, où est engagé tout le prestige américain. L'ordre planétaire, organisé autour du soleil américain, se retrouve avec un pivot profondément déstabilisé. Les partenaires-rivaux de Washington, d'abord Pékin, savent qu'ils ont encore besoin du policier américain. Mais la tentation est tellement pressante de lui faire sentir son affaiblissement, sa vulnérabilité, la Crise offrant une superbe occasion. Ainsi les accusations de la Chine et de la Russie, dénonçant, non sans mauvaise foi, l'avidité consummatrice des Américains, alors que cette avidité a été le premier moteur du décollage chinois !

## Un Occident (États-Unis, Europe, Japon) irrémédiablement éclaté ?

L'ébranlement des États-Unis, l'inévitable révision de tous leurs liens extérieurs renforceront-ils la cohésion de l'Occident ou, au contraire, provoqueront-ils sa décomposition ? Seul un patron fort, tenant bon dans les crises majeures – comme les États-Unis, de la fin de la Seconde Guerre mondiale aux lendemains de la guerre froide –, assure une réelle unité. Si le protecteur oscille ou hésite, les protégés, affolés, palabrent, tergiversent et se rassurent en promouvant des diplomaties dites pacificatrices. Ainsi l'Europe, soudée à la Méditerranée et à l'Asie, donnera-t-elle peu à peu la priorité à l'entente avec la Russie, les pays du Moyen-Orient (en particulier, l'Iran) ou le Japon. Le Japon, à l'abri du bouclier américain depuis 1945 peut rêver d'un réveil impé-

1 - auteur de très nombreux ouvrages de relations internationales et de géopolitique. Le dernier publié est : *La Géopolitique pour les Nuls*, First Éditions, Paris, 2008.





## Le monde face à la crise

rial et, par exemple, tenter de se doter de l'arme nucléaire. Mais la Chine, toujours convaincue d'être à part, mobilisera facilement son peuple contre le conquérant des années 1930 et le bloquera. Le Japon pliera. Un pays, frappé par deux bombes atomiques, riche et vieillissant ne se laisse plus séduire par des aventures belliqueuses. Dans cette perspective, la guerre d'Afghanistan, sans doute impossible à gagner, risque d'être un test lourd pour la solidarité occidentale, les alliés de Washington traînant les pieds pour fournir les soldats que ne manquera de demander le président Obama.

### Un Sud ? Des Suds ?

La puissance et peut-être la richesse se faufilent hors de l'Occident. Le Sud émerge. Mais, tout comme le tiers-monde n'a été un que contre l'Europe, pour la décolonisation, le Sud, lui aussi, n'est un que contre l'Occident. Lorsque les colosses du Sud (Chine, Inde, Brésil...) réclament leur place à la table des grands, cette revendication commune, dite du Sud, ne gomme en rien les oppositions et conflits multiples traversant le Sud. La Chine s'imagine redevenant l'Empire du Milieu, régnant sur l'Asie. Mais l'Inde, le Japon et aussi le Vietnam, la Corée –réunifiée– consentiraient-ils à cette hégémonie ? Au Moyen-Orient, les ambitions de l'Iran effraient non seulement Israël mais aussi les États arabes. Une planète mondialisée par les flux économiques peut se combiner avec des jeux régionaux complexes, s'articulant, non sans bizarreries, avec les grandes manœuvres planétaires.

Tout comme dans les années 1930, le basculement tragique se produira au moment où les situations politiques intérieures vireront. Ainsi la Chine. Le pouvoir communiste, qui, depuis la fin des années 1970, survit grâce à une croissance spectaculaire, sera-t-il balayé par l'effondrement de cette marche en avant économique ? Qui remplacera ce pouvoir ? Une démocratie paisible ? Ou un nationalisme virulent ? Les pays d'Amérique latine, convertis à la démocratie et au marché, retomberont-ils dans leurs traditions dictatoriales et populistes ? Les passions pluriséculaires et, en premier lieu, le

nationalisme continuent de modeler les peuples. Que la Crise s'installe, et la Bête se déchaînera à nouveau ! Du Cachemire à Taiwan, du pays Basque au Kurdistan, les abcès de fixation s'offrent à ceux qui veulent les faire saigner.

### Un monde entre organisations et chaos.

Depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, la terre est allée vers toujours plus d'intégration, d'organisation, de coopération, avec l'ébauche d'une gouvernance planétaire, tant institutionnelle (constellation onusienne) qu'informelle (réseaux de dialogue de tous types). Toute cette évolution implique des conditions matérielles précises, principalement une croissance suffisamment large et vigoureuse pour tirer la plus grande partie de la population humaine. Souvenons-nous des années folles (décennie 1920) ! Pendant cinq ans (1924-1929), avant la descente aux enfers (1929-1945), la frénésie de la prospérité fait un instant croire à la paix perpétuelle. Sans une constante marche en avant, tous les systèmes politiques, internes et internationaux, se défont.

La crise peut donc casser le patient travail du demi-siècle écoulé. Tous les progrès accomplis seront-ils assez solides pour empêcher un retour en arrière ? En 2009, il n'y a pas de réponse à cette question, puisque beaucoup dépend des décisions prises en ce moment. Dans les périodes de crise, les gouvernants sont soucieux de faire les bons choix (au début des années 1930, rigueur budgétaire ; en ces années 2008-2009, option inverse : injections massives d'argent pour faire repartir les économies), mais peut-être se trompent-ils ? Toute politique est un pari hasardeux. Pourtant, comme l'écrivait Blaise Pascal, il faut parier ! ■